



Marches de solidarité avec la Palestine DEUIL ET SÉRÉNITÉ

Pages 2 et 3

LE JEUNE

N° 7719 - SAMEDI 21 OCTOBRE 2023

INDÉPENDANT

www.jeune-independent.net

direction@jeune-independent.net

Soutenue par les Occidentaux

ISRAËL DÉPASSE TOUTES LES LIMITES

Page 4

INVITÉ AU SOMMET DU CAIRE SUR LA PALESTINE

TEBBOUNE DIT NIET



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a refusé de participer à un sommet international sur la question palestinienne qui devrait se tenir aujourd'hui au Caire sur une initiative du Président égyptien Abdelfatah Al-Sissi. C'est ce qu'a appris, hier, le Jeune Indépendant de source bien informée.

Page 3

QUESTION PALESTINIENNE

Attaf s'entretient avec son homologue iranien

Page 4

ENIEM

Le syndicat lance un SOS

Page 5

ATAL, BENZEMA, JABEUR...

LA POLÉMIQUE ENFLE

Page 8

La sauvagerie sioniste dénoncée à Médéa

ILS ÉTAIENT plus de 15 000 citoyens venus des différentes localités de la wilaya de Médéa pour prendre part à la marche organisée, jeudi dernier, pour apporter leur soutien à Ghaza la martyre, Ghaza qui fait face, seule, à une agression militaire des plus sauvages n'épargnant ni population civile, ni installations de première urgence et de soins, ni habitations, ni infrastructures de base. Depuis les premières heures de la matinée, des citoyens ont commencé à affluer par processions vers le point de ralliement fixé par les autorités au niveau du pôle urbain et de l'entrée du pôle universitaire, à partir duquel la marche de soutien à la Palestine et à Ghaza s'est ébranlée pour rallier le point d'arrivée fixé à hauteur du complexe sportif Imam-Lyès, le long du boulevard de l'ALN. Ayant drainé une foule nombreuse composée de toutes les catégories de la société, dont des travailleurs, des fonctionnaires, des scouts, de enseignants, des étudiants, des lycéens, des chômeurs, des femmes et des anonymes, drapeaux palestiniens déployés, n'ont cessé de répéter des slogans hostiles à l'occupant sioniste et condamner l'impunité de la barbarie de l'armée d'Israël contre la population de la bande de Ghaza. Prenant la tête de la marche, imams et personnalités de la société civile ont brandi des banderoles et des écriteaux dénonçant Israël, qui bombarde depuis plusieurs jours la bande de Ghaza sans que la communauté internationale n'intervienne pour mettre fin au génocide. «Intifadha Toufan El-Aqsa» (Intifadha, déluge El-Aqsa), «Falastine fi qolobina» (Palestine dans nos cœurs), «Ghaza la martyre», «El-Qods, capitale éternelle de la Palestine», «Falastine, nasron mina Allah wa fathoun qarib», tels étaient les slogans portés sur les écriteaux et banderoles.

La foule a aussi répété en chœur des slogans condamnant la barbarie de l'entité sioniste sur Ghaza et les milliers de bombes qui s'abattent sur la population. Dans le message lu à l'assistance, il est surtout souligné le courage et la résistance de la population de Ghaza qui affronte une force sauvage, en appelant la communauté arabe, et plus particulièrement la Ligue arabe, les pays musulmans et l'ONU, à réagir pour mettre fin à l'agression sioniste et protéger la population civile et El-Qods.

Nabil B.

Grandiose manifestation à Tizi Ouzou

ILS ÉTAIENT plusieurs milliers de femmes et d'hommes de la wilaya de Tizi Ouzou à avoir manifesté, jeudi, leur soutien et leur solidarité au peuple palestinien suite à la guerre sanglante que mène contre lui l'occupant israélien. La place de l'ex-Mairie était noire de monde bien avant 11 heures. Les manifestants de tous les âges, de tous les milieux professionnels et de toutes les catégories sociales ont d'abord écouté des chants patriotiques palestiniens avant de scander à haute voix des slogans tantôt hostiles à l'entité sioniste, tantôt favorables au peuple palestinien. Sur des pancartes, exhibées par des groupes de manifestants, on pouvait lire ce slogan : «Arrêtez le génocide à Ghaza ! Israël terroriste et la Palestine aux Palestiniens sur le territoire de 1948 !». Devant cet immense rassemblement, un jeune homme est monté à la tribune pour faire un discours. «Palestiniens, vous n'êtes pas seuls ! Les Algériens sont avec vous. Nous vous rassurons à partir de Tizi Ouzou que nous vous appuierons de toutes nos forces. Comme hier, aujourd'hui et demain, nous serons à vos côtés !», a-t-il dit. Un autre jeune homme lui a succédé pour faire le rappel de tous les derniers événements tragiques que subit dans sa chair la population de Ghaza. A peine ces discours terminés, la foule a scandé : «Assa, azekka la Palestine thella, thella !». Une multitude de pancartes aux multiples slogans étaient exhibées. Les slogans étaient écrits en français, en arabe, en anglais et en tamazight et avec les caractères tifinah. Les manifestants ont ensuite entamé une marche vers La Bougie (à côté de la place de l'Olivier) en suivant l'avenue Larbi-Ben M'hidi. Une fois arrivés au lieu indiqué, ils ont observé un second rassemblement qui a duré de longues heures, avant de se disperser dans le calme.

De notre bureau, Saïd Tisseguine

MARCHES DE SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE DEUIL ET SÉRÉNITÉ

Des centaines de milliers d'Algériens ont exprimé, jeudi, leur soutien au peuple palestinien, meurtri par la terreur sioniste et ses crimes abjects. Toutes les wilayas du pays ont connu des rassemblements populaires et des marches dans les grandes artères, notamment dans les chefs-lieux.



A. Ryad/Lji

Pratiquement toutes les catégories sociales, de tous les âges et des deux sexes ont marqué cette journée. Enseignants, professeurs, étudiants, commerçants, ouvriers, médecins, fonctionnaires. Ils ont affirmé avec force et conviction leur solidarité indéfectible à la cause palestinienne et leur refus de la barbarie sioniste qui s'abat depuis deux semaines sur la population civile dans la bande de Ghaza. Selon les observateurs, ces manifestations auxquelles ont appelé des partis politiques et des organisations de la société civile ont connu un franc succès. Ces marches se sont déroulées dans le calme et la sérénité et aucun incident ou débordement n'a été signalé. Le succès était double, aussi bien de l'affluence que celui de l'organisation et de l'encadrement de ces marches.

Dès les premières heures de la matinée, des drapeaux palestiniens étaient accrochés aux immeubles le long des itinéraires de la manifestation. Brandissant des drapeaux algériens et palestiniens, les manifestants ont soulevé des pancartes et des slogans appelant à la fin du carnage sioniste : «Ghaza under attack», «Palestine, nous ne t'avons pas oublié», «Ghaza, la victoire ou la mort», «Solidarité avec nos frères à Ghaza», «75 ans d'occupation illégale», «Free Palestine». Les manifestants ont également dénoncé les complicités

occidentales notamment des Etats Unis, qui ont offert à l'entité sioniste une protection aveugle et surtout ce permis de tuer les civils palestiniens, les enfants, les femmes qui se sont réfugiés dans les écoles et les malades qui se soignent dans les établissements sanitaires. Partout, à Oran, Batna, Sétif, Béjaïa, Tipaza, Blida, Tlemcen, Ouargla, Tizi Ouzou, Oum El Bouaghi, Annaba, c'est le même slogan et le même mot d'ordre, qui affichaient la détermination et la solidarité immuable des Algériens envers le peuple palestinien agressé dans son propre territoire et en lutte contre les oppresseurs sionistes. Selon les organisateurs, les citoyens étaient sortis en grand nombre. Parmi les présents, on a observé la présence, parmi la foule à Batna, de l'ancien président de la République, Liamine Zeroual (1995-1999) Pour rappel, ces marches font suite à un appel lancé mercredi dernier par de nombreux partis politiques, dont le FLN, le RND, le Front Al Moustaqbal, le Mouvement Al Bina et le FFS ainsi que des organisations de la société civile, dont l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), l'UNPA (paysans algériens), l'UNFA (organisation des femmes algériennes). Des centaines d'associations

nationales et régionales se sont mobilisées également pour la réussite de ces marches, impliquant aussi bien les scouts algériens que les organisations syndicales. L'appel à la tenue de ces marches a été lancé au lendemain du carnage commis par l'armée sioniste, après le bombardement criminel d'un hôpital à Ghaza. Ce raid a fait plus de 550 morts, dont une majorité de femmes et d'enfants.

Pour rappel, l'Algérie a pris un certain nombre de décisions pour exprimer la solidarité avec le peuple palestinien. Ainsi, toutes les manifestations culturelles et les compétitions sportives sont annulées à travers tout le territoire national. Le président de la République a annulé également une visite qu'il devait effectuer dans la wilaya de Djelfa. D'autres cérémonies officielles ont été reportées, comme celle du prix du journaliste professionnel qui se déroule habituellement en présence du Chef de l'État. Toutes les festivités prévues par les représentations diplomatiques algériennes à l'étranger dans le cadre de la commémoration du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954 ont été annulées.

Hachemi Bey

«Libérez la Palestine !» a retenti à Alger

PLUSIEURS milliers de personnes ont manifesté, jeudi, à Alger, leur solidarité avec le peuple palestinien. Ce soutien inconditionnel est partagé par toutes les franges de la société. La manifestation a drainé une foule nombreuse qui a réaffirmé son attachement à la cause palestinienne et réclame la libération de la Palestine. Les manifestants étaient présents sur le lieu de départ de la marche à la place du 1er Mai, bien avant l'heure programmée par les organisateurs, soit 11h00, pour rejoindre la place des Martyrs, en passant par les principales artères d'Alger.

Venus des quatre coins de la capitale, ils ont scandé plusieurs slogans anti-Israël et appelant à la libération de la Palestine. «Libérez la Palestine !», «Djeich, chaab m3ak ya Ghaza (Armée et peuple unis avec Gaza)» et «A bas l'occupant israélien» et «Quelle honte, ils ont vendu Ghaza en dollars». Farouk, la trentaine, un drapeau palestinien dans une main et une pancarte dans l'autre, a déclaré que le soutien inconditionnel aux Palestiniens est une

évidence. «J'ai été éduquée avec l'idée que cette cause a la même importance que la cause algérienne». Les manifestants ont également scandé des slogans hostiles au président américain, Joe Biden, qui a apporté son soutien à Israël, et au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qu'ils ont qualifié de «criminels».

Les manifestants ont brandi des pancartes sur lesquelles étaient affichés des messages de solidarité aux palestiniens. «Falastine Echouhada (la Palestine Martyre)», «Non au massacre d'innocents», «la Palestine appelle à l'aide» et «La normalisation est une trahison», «Palestine Indépendante, avec El Qods comme capitale»,

D'autres ont, pour leur part, collé sur des affiches montrant les traces du bombardement de l'hôpital Al Maamadani, à Ghaza, par l'armée israélienne, survenu dans la soirée du mardi 17 octobre et qui a fait des centaines de victimes.

Lynda Louifi

INVITÉ AU SOMMET DU CAIRE SUR LA PALESTINE TEBBOUNE DIT NIET

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a refusé de participer à un sommet international sur la question palestinienne qui devrait se tenir aujourd'hui au Caire sur une initiative du Président égyptien Abdelفتاح Al-Sissi. C'est ce qu'a appris, hier, le Jeune Indépendant de source bien informée.

La lettre d'invitation a été transmise au président de la République algérien via l'ambassadeur d'Algérie en Egypte M. Mokhtar Toufik Ourida. Le diplomate égyptien a été reçu lundi par le ministre des Affaires étrangères Ahmed Attaf. «L'Algérie à travers son président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu une invitation de Son Excellence le président de la République Arabe d'Egypte, M. Abdel Fattah El-Sisi, à participer au «Sommet pour la paix», prévu au Caire samedi 21 octobre 2023, avec la participation de certains pays arabes et occidentaux et ayant pour objet la situation en Palestine et précisément dans la bande de Ghaza», a précisé cette source «Le Président Abdelmadjid Tebboune qui a remercié le Président égyptien pour cette invitation lui a communiqué sa décision de ne pas y participer, compte tenu de la situation humanitaire particulièrement critique dans la bande de Ghaza, déjà soumise à un blocus israélien et des attaques et agressions criminelles subies par nos frères et sœurs palestiniens dans une totale impunité», a fait observer la même source.

Cette dernière a fait remarquer que le président de la République a également souligné le rejet par l'Algérie de la politique du double standard appliquée par la communauté internationale en ce qui concerne la cause palestinienne, en réaffirmant l'entière solidarité du gouvernement et du peuple algériens avec le peuple palestinien frère.

Des sources égyptiennes bien informées ont indiqué au Jeune Indépendant que «la présidence égyptienne a envoyé une invitation officielle à de nombreux pays concernés par la question palestinienne, notamment les États-Unis, la Chine, la Russie,



la Turquie et l'Union européenne, en plus des pays arabes concernés par la question palestinienne», ajoutant s'attendre «à ce que de nombreuses personnalités participent au sommet du Caire».

Des dirigeants de pays arabes notamment de l'Algérie, la Jordanie, la Palestine, des États du Golfe, des représentants d'organisations internationales et régionales, dont les Nations Unies et la Ligue arabe, ont également été conviés à cette rencontre au moment où les civils palestiniens subissent dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie un génocide, depuis le 7 octobre 2023, qui a fait quelque 4000 morts et 13 000 blessés, outre un millier de disparus sous

les décombres. Selon une source algérienne de haut niveau, l'Algérie refuse de participer à ce sommet consacré à l'avenir de la question palestinienne parce qu'elle estime que l'urgence n'est pas de statuer ou de débattre sur le devenir de cette cause vieille de 76 ans.

Pour l'Algérie, l'urgence est d'abord dans l'arrêt immédiat de l'horrible agression israélienne contre les populations civiles de Ghaza, dans la garantie de l'accès des aides humanitaires et la levée définitive du blocus israélien qui dure depuis 16 ans. Elle réclame l'approvisionnement en urgence des hôpitaux afin de leur permettre de fonctionner pleinement et sauver des vies humaines, notamment les blessés

graves menacés de mort. Ces étapes urgentes doivent être suivies en parallèle par le rétablissement de l'électricité et de l'approvisionnement en carburant de toute la bande de Ghaza. L'Algérie s'oppose aussi à l'idée avancée par Washington de déplacer quelque 1,2 million d'habitants du Nord de Ghaza, soit la moitié de la population estimée à 2,4 millions d'habitants vers le Sinaï égyptien, et encore moins souscrire à la proposition du Président égyptien de les transférer vers le désert du Néguev dans les territoires occupés par Israël. «La vraie question qui se pose à la communauté internationale est le rétablissement des Palestiniens dans leurs droits inaliénables de vivre

librement dans la terre qui est la leur dans les frontières d'avant juin 1967 avec comme capitale Al-Qods orientale», a ajouté la même source.

Selon elle, l'Algérie «ne saurait s'engager dans des voies qui visent à contraindre les Palestiniens à davantage de concessions injustes ou cautionner des solutions de replâtrages qui ne font qu'occulter le problème de l'occupation sioniste qui est, par essence, le vrai danger pour la paix au Proche-Orient et dans le monde arabe».

L'Algérie a été invitée à ce sommet compte tenu du fait que «l'Égypte et les puissances internationales considèrent qu'elle dispose d'une influence sur les factions palestiniennes suite à sa prouesse diplomatique d'avoir pu réunir, en octobre 2022, la totalité des mouvements autour d'une plate-forme de réconciliation baptisée l'Accord inter-palestinien d'Alger», poursuit le même haut responsable.

Il s'agissait alors d'une première dans les annales des relations entre les factions palestiniennes, d'une part, et l'Algérie les mouvements palestiniens, d'autre part, notamment le Hamas, le Fatah et le Jihad islamique.

Pour ce responsable, l'Algérie s'en tient à sa position de principe répétée à plusieurs occasions et qui est également endossée par les mouvements de la résistance palestinienne et l'ensemble des Palestiniens dans les territoires occupés et ceux de la diaspora. Des sources diplomatiques arabes accordent peu de chances de réussite à ce sommet qui ne tient pas compte des revendications légitimes des Palestiniens mais s'engage dans des arrangements qui contrarient la situation dans le monde arabe et prolonge le conflit.

Slimane Ould Brahim

CONSTANTINE

Grandiose marche de soutien aux victimes de Ghaza

LES CONSTANTINOIS sont sortis en masse ce jeudi pour manifester leur colère et leur incompréhension face au silence de la communauté internationale devant les crimes de l'occupant sioniste dans la bande de Gaza.

Des dizaines de milliers de personnes issues de diverses classes sociales et tendances politiques ont répondu aux appels lancés deux jours plus tôt par des partis politiques et organisations de la société civile pour une marche de soutien au peuple martyr de Ghaza, en Palestine occupée.

Les rues du centre-ville étaient presque pleines bien avant le rendez-vous fixé à 11 heures. Les établissements scolaires étaient en ébullition, notamment les lycées, où les élèves ont quitté les bancs dès 9 heures du matin pour rejoindre la

foule. Idem pour les administrations et structures institutionnelles lesquels ont cédé aux pressions des travailleurs pressés de faire entendre leur voix en soutien aux enfants et femmes massacrés sur le territoire de la Palestine meurtrie.

Aux cris de (Free Palestine) ou encore faletine echouhada (Palestine des martyrs), la marche s'est ébranlée vers 10h30 de la place de la Pyramide pour rejoindre le stade Abdelmalek-Ramdane, lieu de rassemblement des manifestants qui convergèrent des cités avoisinantes.

La foule, dans un esprit de calme et de sérénité, a suivi l'itinéraire traditionnel emprunté par les manifestations constantinoises, brandissant des drapeaux palestiniens et algériens, ainsi que des centaines de pancartes en faveur de la cause palestinienne, tout en condamnant les actes cri-

minels de l'entité sioniste. Le slogan «Be'erouh be'dem nafdik ya Ghaza» était répété en boucle.

Des groupes de différentes catégories sociales bien organisés, à l'image des enseignants du supérieur, des personnels de la santé, des élus, des lycéens ou encore des scouts musulmans, ont réussi à maintenir une certaine cohésion, malgré un climat festif et parfois un peu désordonné imposé par de jeunes manifestants peu conscients des enjeux à l'origine de la manifestation.

Quelques familles avec de jeunes enfants ont également tenu à participer au rendez-vous. «Je suis attristée pour nos frères palestiniens de Ghaza, je déplore tout ce qu'il leur arrive, et cela est transmis par les caméras des chaînes de télévision du monde entier», s'indigne une enseignante

universitaire qui était accompagnée par ses deux enfants, ajoutant qu'elle «condamne les attitudes de l'Occident, en particulier des États-Unis et de la France».

Les manifestants se sont immobilisés entre la place de la Brèche et la place des Martyrs, à proximité du Palais de la Culture Mohamed Laid Al-Khalifa, créant une masse humaine s'étendant sur des centaines de mètres, le long du boulevard Abane-Ramdane et de l'avenue Mohamed-Belouizdad.

Le sit-in se prolongera jusqu'en fin d'après-midi, et même au-delà, quelques jeunes manifestants, prolongèrent leur soutien à la cause des gazaouis, drapeau palestinien en main, en ornant à leur manière les quartiers de la cité constantinoise,

Amine B.



ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE ENTRE ATTAF ET SON HOMOLOGUE IRANIEN

Les derniers développements de la question palestinienne au menu

ENTRETIEN téléphonique entre M. Attaf et son homologue iranien sur les derniers développements de la question palestinienne. Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf a eu, jeudi après-midi, un entretien téléphonique avec son homologue iranien, M. Hossein Amir Abdollahian, sur les derniers développements de la question palestinienne, suite à l'agression sioniste contre la bande de Ghaza. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère. Dans ce cadre, les deux parties ont appelé «les organisations internationales à une action urgente pour faire cesser l'agression sioniste, venir en aide au peuple palestinien et lui assurer une protection internationale», a ajouté le ministère des Affaires étrangères. Elles ont insisté sur «l'impératif de traiter les origines du conflit à travers le lancement d'un processus politique sérieux à même d'aboutir à mettre un terme à l'occupation des territoires palestiniens et permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits légitimes», a conclu le communiqué du MAE.

S. N.

COMMÉMORATION DU 1^{er} NOVEMBRE

Annulation des cérémonies dans toutes les ambassades d'Algérie

LES CÉRÉMONIES de célébration des festivités du 1er Novembre prévues dans toutes les ambassades, missions diplomatiques, consulats généraux et consulats algériens à l'étranger sont annulées sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans communiqué. Cette annulation «intervient sur demande du président de la République en tant qu'une expression de la solidarité du peuple algérien et de l'État algérien envers notre peuple palestinien et nos frères dans la bande de Ghaza assiégée, qui font face à une agression usurpatrice et à une série de crimes et de massacres commis contre eux par l'occupant sioniste», a expliqué le ministère dans son communiqué. Depuis l'agression de l'occupant sioniste, ses bombardements massifs depuis le 7 octobre contre les civils palestiniens dans la bande de Ghaza ont fait 3800 morts et 12000 blessés et au moins 1000 disparus sous les décombres. Mardi soir, l'armée sioniste a bombardé l'hôpital Maamadani (baptiste) à Ghaza tuant 471 personnes en majorité des femmes et des enfants qui étaient venus se réfugier dans cet établissement sanitaire, fuyant les bombardements.

S. N.

SOUTENUE POLITIQUEMENT ET MILITAIREMENT PAR LES OCCIDENTAUX ISRAËL DÉPASSE TOUTES LES LIMITES

En dépit du génocide et crimes contre l'humanité perpétrés par l'Etat sioniste contre les civils palestiniens, notamment dans la bande de Ghaza, celui-ci peut compter sur un soutien indéfectible de ses alliés occidentaux, à leur tête les Etats-Unis, qui continuent d'apporter une aide militaire directe en lui livrant des armes et des munitions hautement explosives, ainsi qu'un soutien politique et médiatique basé sur la désinformation et les fake news.



Le mutisme de la communauté internationale encourage la machine à tuer israélienne, qui fait fi de toutes les lois internationales et continue de décimer des familles entières, de bombarder les hôpitaux, les écoles, les mosquées et les églises. Le bilan de cette agression ne cesse de s'alourdir. Selon des bilans officiels, plus de 4200 palestiniens sont tombés en martyrs et plus de 13000 autres ont été blessés dans les frappes sionistes sur Ghaza. L'état de siège imposé à l'enclave palestinienne, déjà soumise à un blocus terrestre et maritime depuis une quinzaine d'années, et la destruction systématique des infrastructures sanitaires par les sionistes, ont rendu la situation sanitaire ingérable. Après la mise hors service de quatre hôpitaux et l'expiration du stock stratégique du ministère de la Santé de la bande, les hôpitaux ne seront pas en mesure de soigner les blessés et les malades. Dans le même contexte, Médecins sans frontières a signalé que l'électricité de l'hôpital Al-Shifa, le principal hôpital de Gaza, sera épuisée d'ici 24 heures.

L'ONU estime, de son côté que, les quelque 2,4 millions de Ghazaouis, pour moitié des enfants, sont au bord de la «catastrophe» car l'entité sioniste leur refuse tout accès à l'eau, l'électricité et le carburant. L'aide humanitaire internationale n'est pas entrée hier comme prévu dans la bande de Ghaza. ces aides qui s'accumulent près de la frontière avec l'Egypte, ne seront livrées qu'après la réhabilitation des routes du côté palestinien, qui ont été détruites par les raids sionistes. Selon Martin Griffiths, le responsable des situations d'urgence de l'ONU, l'aide humanitaire internationale devrait pouvoir entrer dans la bande de Ghaza «demain (samedi) ou dans ces eaux-là». «Nous sommes en négociations approfondies et avancées avec toutes les parties concernées pour garantir qu'une opération d'aide à Ghaza démarre le plus rapidement possible», a déclaré M. Griffiths, exprimant l'espoir que les livraisons pourront commencer le plus tôt possible, d'une manière sûre, sécurisée, durable et de manière à pouvoir être étendues. Martin Griffiths

et le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, se trouvent en Egypte pour négocier les détails de l'entrée notamment avec les autorités égyptiennes. En attendant ces aides humanitaires, qui devraient être avancées par un cessé le feu, le peuple palestiniens continue de subir la folie meurtrière israélienne, qui a atteint des niveaux sans précédent depuis la signature par l'entité sioniste des accords de normalisation avec quelques pays arabes, contre la volonté de leurs peuples et sous le slogan doré «pour la Paix dans la région».

**LES NORMALISATEURS
COMPLICES DES CRIMES
CONTRE
LES PALESTINIENS**

Le vice-président de la Coalition mondiale pour Al-Qods et la Palestine (GCQP), Mohamed Said Bah, a affirmé que la normalisation constitue un grand danger pour la cause palestinienne, et les normalisateurs ont encouragé l'occupation à décimer les Palestiniens et à enterrer la cause centrale. Pour M. Bah, les normalisateurs sont complices des crimes

contre les Palestiniens, mettant en avant également que l'opération «Déluge d'Al-Aqsa» a révélé que l'ennemi n'est pas capable de se protéger lui-même et ne pourra, de ce fait, protéger les normalisateurs. A son tour, l'ex-Secrétaire général du Congrès nationaliste arabe, Maan Bachour, a indiqué avoir «mis en garde contre les récents accords de normalisation et contre les mensonges de leurs auteurs», ajoutant que depuis les accords d'Oslo et de Wadi Araba, et jusqu'aux accords d'Abraham, «on n'a pas vu autant de tueries contre les Palestiniens».

Le Coordonnateur du Think-Tank politique palestinien «Qadiroun Maan», Walid Mohamed Ali a estimé que la normalisation avec l'ennemi israélien «ne sert pas uniquement le projet sioniste mais, constitue, une contribution au massacre du peuple palestinien».

Le responsable a souligné que l'entité sioniste veut dessiner «un nouveau Proche-Orient», à travers des accords de normalisation pour imposer sa vision sioniste sur les pays signataires de ces accords.

Mohamed Mecelti

ENIEM

Le syndicat lance un SOS

C'est un véritable SOS que vient de lancer le syndicat UGTA de l'ENIEM de Oued Aïssi au ministre des Finances, qualifiant la situation qui prévaut au sein de cette entreprise spécialisée dans l'électroménager d'«explosive».



Dans une correspondance datant du 16 octobre 2023, et dont le Jeune Indépendant détient une copie, les représentants des travailleurs ont prié l'argentier du pays à intervenir financièrement au profit de l'ENIEM dans le cadre du plan de relance datant de 2019. Le préambule de la correspondance, après la formule d'usage, signale aussitôt l'urgence d'intervention du ministre «à la situation problématique et explosive dans laquelle se débat notre entreprise». «En effet, poursuivent les rédacteurs, actuellement un conflit social a éclaté en raison

de l'incapacité de notre entreprise à prendre en charge les salaires des travailleurs». Et d'ajouter : «Autre élément déclencheur du conflit, le retard énorme accusé dans la concrétisation du plan de relance promis depuis 2019. Ce faisant, ce conflit peut s'aggraver et prendre de l'ampleur d'autant plus que la plupart des travailleurs n'ont d'autres ressources que leur salaire». Tout en informant le ministre de ses efforts déployés pour «atténuer les tensions et éviter d'éventuels dérapages», le syndical local UGTA écrit encore : «En fait, les difficultés financières

que connaît l'entreprise se traduisent par un surendettement avoisinant 9 millions de dinars, notamment vis-à-vis de la BEA (Banque extérieure d'Algérie) et une incapacité rédhibitoire à financer le cycle d'exploitation. Par conséquent, nous pensons que l'époungement des dettes constitue une condition sine qua non pour une relance effective de l'entreprise». Enfin, les auteurs de la missive ont clairement rappelé, encore une fois, au ministre des Finances que «la solution définitive et viable procède de l'adoption de la mise en pratique du plan de relance dans les

meilleurs délais», et ce, après avoir lui avoir signalé que ce plan de relance en question est actuellement au niveau du CPE et dont l'examen est prévu pour la fin du mois en cours. Il y a lieu de rappeler que lors de sa dernière visite à Tizi Ouzou, en août dernier, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a déclaré qu'il n'est pas question de «l'effacement des dettes de l'ENIEM», annonçant, dans la foulée, qu'il y aurait plutôt une aide financière à cette entreprise.

De notre bureau,
Saïd Tisseguine

AU COURS de sa dernière réunion, la commission de wilaya chargée du suivi des investissements et de la levée des entraves sur les investissements a examiné les dossiers présentés par des promoteurs dont les projets sont achevés mais qui n'ont pu être mis en exploitation pour des raisons bureaucratiques. Ladite commission, qui a eu par le passé à statuer sur les cas de 31 projets, en procédant à la levée des obstacles concernant les nouveaux dossiers qui ont été soumis à son appréciation en vue de leur accompagnement jusqu'à la phase d'entrée en production. Pour accélérer la mise en œuvre des projets d'investissement, la commission tient des réunions cycliques sous la houlette du wali, Djahid Mous, en présence des chefs de daïra et des présidents des Assemblées populaires communales (P/APC) où sont localisés les investissements et les promoteurs concernés. La réunion a été consacrée à l'évaluation de l'application des engagements relatifs aux levées de réserves émises et les garanties données pour l'entrée en production effective de 14 projets d'investissement localisés dans les communes de Ksra El Boukhari, Aïn Boucif, Berrouaghia, Médéa, Béni-Slimane et Si Mahdjoub. L'occasion aussi de remettre des permis de construire à deux promoteurs pour la réalisation d'une unité de production de confiserie à la zone industrielle de Ksar El Boukhari et une unité de production, de stockage et de commercialisation de lubrifiants à la zone industrielle de Berrouaghia. Les investisseurs ont été invités à tout mettre en œuvre pour l'entrée en exploitation de leurs projets, sachant que toutes les entraves et réserves ont été levées qui sont des facteurs qui mettent en exergue la volonté de faire avancer le processus de développement dans la wilaya qui enregistre un nombre de 18 projets opérationnels ayant généré quelque 800 postes d'emploi et 320 autres emplois seront créés dès le démarrage de 7 projets pour lesquels toutes les mesures pour leur lancement en exploitation ont été prises.

Nabil B.

DANS SES RÉPONSES AU CONSEIL DE LA NATION

Le Premier ministre souligne des efforts «inédits»

APRÈS avoir écouté les préoccupations des membres du Conseil de la Nation autour de la Déclaration de politique générale du gouvernement (DPGG), lesquels ont notamment appelé à la généralisation des réformes aux différents secteurs, le Premier ministre a répondu, jeudi, à leurs interrogations mettant en exergue les efforts consentis dans le domaine de l'investissement, soulignant l'augmentation des dépenses d'investissement.

Aïmene Benabderrahmane a affirmé que des efforts «inédits» ont été consentis deux années durant, pour le lancement de projets stratégiques incluant l'ensemble des secteurs névralgiques, outre des projets dans les secteurs de l'Hydraulique, de l'Agriculture et de l'Habitat. S'agissant des dépenses d'investissement enregistrées en 2022, leur total a atteint 3 913 milliards de DA, avec un montant en hausse et qui a atteint 4 019 milliards de DA, selon les estimations de 2023, a fait savoir le Premier ministre, précisant que ces dépenses concernent de nombreux projets structurants, y compris les projets de phosphate intégré de Gara Djebilet et de zinc à Oued Amizour.

Il a ainsi mis en avant leur contribution dans la diversification des sources de revenus, en sus d'avoir érigé le pays en leader dans la

région en matière d'exportation des différentes matières premières.

Dans ce cadre, il a souligné la démarche du gouvernement visant le traitement approfondi de la question du foncier étroitement liée à la relance de l'investissement, ce qui a abouti à l'élaboration du projet de loi fixant les conditions d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat et destiné à la réalisation de projets d'investissement qui a pour objectif de permettre à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) de gérer le processus d'investissement, à commencer par l'octroi du foncier jusqu'à l'entrée en exploitation des projets.

Cette approche vise, selon le Premier ministre à libérer complètement l'investissement des restrictions administratives et à numériser toutes les procédures y afférentes, pour consacrer le principe d'égalité dans le traitement et renforcer les opportunités d'accès au foncier, notamment à travers l'obligation de publication de l'offre foncière et le traitement exclusif des demandes de foncier via la plateforme numérique de l'investisseur. M. Benabderrahmane a en outre évoqué les mesures prises par les pouvoirs publics dans l'objectif de promouvoir les exportations hors hydrocarbures, de renforcer l'autosuffisance en matière de base et de soutenir le

pouvoir d'achat des citoyens. Il a ainsi rappelé la batterie de mesures visant à simplifier les procédures d'exportation, à accompagner les exportateurs et à prendre en charge leurs doléances, mais aussi à prendre en charge le règlement des créances des exportateurs en suspens entre 2017 à 2021, par l'affectation d'un montant de 5 milliards Da.

En matière de renforcement de l'autosuffisance en produits de base, tels que les huiles végétales, il a fait état du programme de développement des cultures industrielles, lancé depuis deux saisons, avec plus de 11 000 hectares de colza cultivés dans différentes wilayas du pays, signalant le renforcement des cultures oléagineuses par le tournesol, avec pour objectif de cultiver à moyen terme environ 45 000 hectares.

Pour ce qui est de la préservation du pouvoir d'achat, le Premier ministre a passé en revue les mesures prises dans ce sens, soulignant les opérations de contrôle réalisées au cours des neuf premiers mois de 2023 qui ont abouti à l'enregistrement de 149 705 interventions ayant permis de saisir près de 900 tonnes de marchandises.

Il a par ailleurs évoqué les mesures prises dans les secteurs de l'Habitat et de Transport, affirmant que le gouvernement s'attèle actuellement à élaborer un plan national des

infrastructures, notamment dans les communes reculées et les wilayas nouvellement créées. Il a aussi signalé la révision des conditions d'obtention de la formule des logements sociaux, dans le but de lutter contre la fraude en introduisant la numérisation dans les demandes de ce segment de logements.

S'agissant du renforcement du secteur des transports, le Premier ministre a insisté sur l'importance du plan d'action de la compagnie Air Algérie s'étalant jusqu'à 2025 et visant sa réorganisation à travers la restructuration des agences commerciales au niveau international, la création des unités de maintenance et de services au sol, le redéploiement des personnels et la réduction des coûts d'exploitation, ainsi que la généralisation d'utilisation de la numérisation en vue de l'amélioration des prestations fournies.

Quant à la situation des entreprises économiques publiques à l'arrêt ou celles ayant souffert d'un déficit dans leur plan de charges, M. Benabderrahmane a indiqué que le gouvernement avait adopté plusieurs décisions pour les relancer et les hisser au niveau de compétitivité escompté en vue de se frayer une place sur le marché national voire international.

L. A. A.

«L'ACCORD CEREALIER»

LES SOMMETS DU CYNISME

Oleg Nesterenko

Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Spécialiste de la Russie, CEI et
de l'Afrique subsaharienne ;
ancien directeur de l'MBA,
ancien professeur auprès des
masters des Grandes Écoles de
Commerce de Paris)

LES EXPORTATIONS CÉRÉALIÈRES
RUSSES

Malgré les entraves juridiquement illégales hors du commun mises en place par les « atlantistes » vis-à-vis des exportations des céréales et des engrais russes, afin de créer une pénurie alimentaire auprès des pays pauvres et pouvoir y accuser la Fédération de Russie, cette dernière a réussi en cette année de 2023, de même que l'année précédente, à préserver son statut de leader mondial des exportations de céréales et à poursuivre sa contribution d'une manière significative pour assurer la sécurité alimentaire mondiale.

A elle seule, la Russie assure aujourd'hui près d'un quart des exportations mondiales de blé, soit 46 millions de tonnes rien qu'en 2022/23, contre des 30 millions de tonnes exportés dans la même période par les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la France et l'Ukraine réunis et dont les 3 premiers sont traditionnellement les principaux exportateurs de blé derrière la Russie.

En 2022 la Russie a récolté 157,7 millions de tonnes de céréales, dont 104,2 millions de tonnes de blé. Dans l'année agricole 2021/22 (1er juillet 2021 - 30 juin 2022), le pays a exporté 38,1 millions de tonnes de céréales, dont 30,7 millions de tonnes de blé. En 2023, selon les prévisions, la récolte des céréales en Russie devrait atteindre 140 millions de tonnes, dont 90 millions de tonnes de blé. Dans l'année agricole 2022/23 (1er juillet 2022 - 30 juin 2023), la Russie a exporté 60 millions de tonnes de céréales. Depuis le début de la nouvelle année agricole, le 1er juillet 2023, en deux mois la Russie a déjà exporté 13 millions de tonnes de céréales.

Parallèlement à des exportations déjà réalisées, la Russie détient des stocks céréaliers considérables et ne demande qu'à les ouvrir et en faire bénéficier le marché mondial en volume qui, de fait, fera baisser les prix artificiellement maintenus à la barre haute par les négociants céréaliers occidentaux et les décideurs occidentaux qui les cautionnent.

L'Occident collectif américano-centrique accuse la Russie d'utiliser la faim comme arme de guerre. Pourtant, les faits indiquent une réalité tout à fait éloignée de leur propagande : en créant d'une manière délibérée et calculée de considérables entraves à l'exportation des produits agricoles russes, le bloc « atlantique » est bien l'auteur de l'utilisation sans le moindre scrupule de la faim comme arme de guerre contre la Russie. Car, avec 60 millions de tonnes de céréales exportées dans l'année agricole de 2022/2023, c'est bien la Fédération de Russie qui est le plus grand exportateur de céréales au monde – et nullement l'Ukraine, dont le volume d'exportation est plus modeste.

Pour les pays de l'OTAN, comme ceci est démontré à plusieurs reprises dans l'histoire contemporaine, cela n'a aucune importance si des populations périssent de faim du moment que cela diminue les revenus de l'adversaire qui peuvent, dans le cas présent, contribuer à l'effort de guerre contre leurs intérêts sur le territoire ukrainien. La volon-



te de causer des dommages à l'économie russe prédomine très largement la volonté plus que discutable de soustraire le continent noir d'une éventuelle nouvelle famine.

En ce qui concerne la Russie, parallèlement à des exportations classiques, en cette année de crise elle a déjà fait envoyer ou enverra dans l'avenir immédiat et d'une manière gracieuse 200 000 tonnes de blé vers la Somalie, la RCA, le Burkina Faso, le Zimbabwe, le Mali et l'Érythrée, ainsi que 166 000 tonnes d'engrais vers le Sri Lanka, le Nigeria, le Kenya, au Zimbabwe et au Malawi.

En outre, un projet est en cours d'élaboration avec la Turquie et le Qatar pour livrer 1 million de tonnes de céréales russes à la Turquie pour y être transformées et envoyées aux pays les plus pauvres non seulement d'une manière absolument gratuite, mais également avec la prise en charge du transport par la Russie.

Une telle initiative n'a nullement lieu « pour plaisir » - la Russie n'a guère besoin de cela, car elle dispose déjà d'acquis historiques considérables sur le continent Africain et ne les perdrait pas si une telle contribution n'avait pas lieu. L'action initiée n'est qu'une profonde compréhension d'une urgence absolue vis-à-vis des pays-bénéficiaires qui encourent un réel danger de famine et qui ne peuvent s'en soustraire sans une aide extérieure immédiate. Il est regrettable de constater que tant de pays disposant de moyens financiers bien supérieurs à ceux des Russes n'ont aucune intention de suivre l'exemple.

Il est à souligner qu'en prenant en considération les quantités réelles produites et exportées, ce n'est nullement la privation du marché mondial de céréales ukrainiennes, mais bien davantage la privation des céréales et engrais agricoles russes qui est un véritable danger de famine pour les pays les plus démunis. Les sanctions unilatérales illégales contre les entreprises russes engagées dans la production et l'exportation de produits agricoles et d'engrais, le détournement vers les pays occidentaux d'une bonne partie des exportations de céréales ukrainiennes dans le cadre de « l'Accord céréalier » couplé à l'ab-

sence de l'idée même du partage d'une infime partie des stocks céréaliers occidentaux, afin de compenser le déficit au niveau des exportations russes et ukrainiennes, sont une action parfaitement réfléchie et orchestrée par les administrateurs du « camp du bien » qui sont tout-à-fait conscients de possible terribles conséquences de leurs initiatives. Les conséquences qui sont, à leurs yeux, visiblement, pas assez d'importance pour être prises en considération.

Ce cas de figure permet de ne pas rejeter la supposition grave et, en même temps, parfaitement légitime : le camp « atlantiste » ne verrait pas du mauvais œil si une nouvelle famine qu'ils prédisent si perspicacement se déclençait sur le continent africain et, ainsi, pourrait être incriminée à Moscou dans le cadre de la propagande « céréalier » menée contre les Russes depuis la première partie de 2022.

De même, il faut faire preuve d'une importante myopie analytique pour envisager que le pouvoir actuellement installé à Kiev, étant l'un des acteurs majeurs dans l'affaire en question, n'ait pas été, dès le début, parfaitement au courant des réels objectifs de la mise en place de « l'Initiative céréalier de la mer Noire » et des réels destinataires et bénéficiaires de leurs propres exportations.

LES ENGRAIS AGRICOLES

En parlant de céréales, il est également important de ne pas passer sous silence le problème des engrais agricoles. Depuis des années nous constatons une pénurie importante de fertilisant sur le marché international. Plusieurs facteurs ont créé cette pénurie, dont les hausses de prix de l'énergie et les restrictions par l'état chinois des exportations d'engrais. Un aspect grave de la conjoncture actuelle du secteur agricole au niveau mondial est à noter : la limitation de l'offre a mené vers l'augmentation des prix des fertilisants qui est sensiblement plus élevée que celle des produits agricoles. Ceci amène les agriculteurs à minimiser l'utilisation d'engrais ce qui mènera, de facto, à la récession de la production agricole mondiale. Si le manque ponctuel de céréales pour

des populations démunies est toujours un danger nutritionnel immédiat et à moyen terme, le manque d'engrais agricoles est une bombe à retardement. Une bombe qui est aussi néfaste, voire davantage, que l'absence des denrées alimentaires. Car, privées de fertilisants, les exploitations agricoles locales sont souvent dans l'incapacité d'avoir un rendement de leurs terrains qui soit suffisant pour ne pas faire tomber les populations internes dans une dépendance quasi-totale des importations alimentaires.

Et c'est bien dans cette conjoncture que les leaders du monde Occidental ont pris la décision d'instaurer de graves entraves aux exportations de fertilisants russes, dont le pays est l'un des principaux exportateurs au monde. De même que pour les céréales, si cette initiative malveillante et néfaste vis-à-vis de l'agriculture des pays pauvres ne prend pas fin, le pire est encore devant nous.

POSTSCRIPTUM

Les représentants du pouvoir Occidental, auteurs des méfaits énumérés dans ces pages, et leurs peuples respectifs, qu'ils sont censés représenter, ne sont nullement un bloc parfaitement uni et homogène vis-à-vis du modèle prédateur qui est le modus operandi classique de l'Occident néolibéral, dissimulé derrière des apparences herbivores.

Les peuples Occidentaux sont profondément divisés en trois principaux camps : celui des formatés et hypnotisés par la propagande d'état mené avec une grande cadence via l'appareil des mass médias contrôlés par les injections permanentes des fonds publics dans leur fonctionnement, celui des indifférents et celui des révoltés et indignés par la politique carnivore menée en leur nom contre le reste de l'humanité.

Les échecs répétés des derniers temps des élites politiques et leurs justifications de plus en plus maladroites laissent un espoir du renforcement significatif du camp des révoltés, ce qui pourrait mener, à terme, au re-fondement de l'échiquier politique occidental et à l'instauration d'un monde plus juste, dont ce dernier prendra, enfin, part.

JOURNÉE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME

Renouveler l'engagement à promouvoir les droits humains

La Journée africaine des droits de l'Homme, célébrée le 21 octobre de chaque année, est une occasion pour renouveler l'engagement à promouvoir et protéger les droits humains en Afrique.

La Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP), adoptée à Nairobi au Kenya le 27 juin 1981 par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), devenue Union africaine (UA), est entrée en vigueur le 21 octobre 1986 après sa ratification par 25 pays.

Elle constitue la base du système africain des droits de l'Homme, et a pour vocation d'embrasser les aspirations des peuples africains à avoir un système efficace et cohérent de protection de leurs droits et libertés qui leur sont propres.

Ainsi, la célébration, cette année, de la Journée africaine des droits de l'Homme est l'occasion de lancer un appel aux citoyens du monde épris de paix, de liberté, de justice et de droit, aux militants des droits de l'Homme et des peuples, à se mobiliser et agir en toute responsabilité pour l'arrêt des violations des droits de l'Homme et des peuples africains.

C'est aussi une opportunité pour rappeler la nécessité de l'application stricte de la déclaration universelle des droits de l'Homme et afin d'exprimer davantage les profonds sentiments de justice, de l'humanité basés sur la défense du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de poursuivre avec sagesse et détermination leur action noble en faveur de la paix et de l'unité africaine notamment.

42 ans après l'adoption de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, beaucoup reste encore à faire concernant la lutte contre les violations des droits de l'Homme en Afrique.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe inaltérable et juste, est un droit inaliénable qui a trouvé sa validation et sa pérennité ainsi que sa reconnaissance unanime auprès de la communauté internationale à travers la résolution 1514 (XV), adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 14 décembre 1960.

Ce principe fondamental a aussi trouvé sa pleine expression et a constitué une solution juste et historique pour beaucoup de pays africains ex-colonisés il y a de cela plus de 50 ans, leur permettant une naturelle émancipation et l'accès à la dignité.

LE PEUPLE SAHRAOUI TOUJOURS PRIVÉ DE SES DROITS

Au Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, la politique criminelle du régime du Makhzen se perpétue toujours et le

peuple sahraoui continue d'être victime d'une répression féroce de la part des forces d'occupation marocaines, lesquelles ciblent les femmes, les enfants et les personnes âgées qui sont torturés, humiliés, arbitrairement détenus et incarcérés dans les geôles marocaines.

Il est malheureux de constater qu'au jour d'aujourd'hui, le royaume du Maroc continue d'adopter une attitude négative, une stratégie de confrontation et une fuite en avant comme style de politique permanente, érigeant de nouveaux obstacles sur le chemin du processus du règlement du conflit sahraoui.

Les violations systématiques, massives et répétées des droits de l'Homme au Sahara occidental par l'occupant marocain sont vérifiées et établies par de nombreuses ONG internationales, par le rapporteur spécial de l'ONU ainsi que par les institutions internationales et la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples.

D'ailleurs, dans son dernier rapport sur la

situation au Sahara occidental, présenté le 16 octobre devant les membres du Conseil de sécurité, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, s'est dit inquiet de la situation des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés.

Selon M. Guterres, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH) «a continué de recevoir des allégations faisant état d'un rétrécissement croissant de l'espace civique, notamment du fait d'obstructions, d'intimidations et de restrictions à l'encontre de militants sahraouis, de défenseurs des droits humains et de mouvements estudiantins».

Et «les organisations qui défendent le droit à l'autodétermination continuent de se heurter à des obstacles en matière d'enregistrement et de tenue de réunions et sont la cible d'intimidation et de surveillance», a-t-il ajouté. M. Guterres a, en outre, indiqué que les autorités d'occupation marocaines ont continué «à empêcher et à réprimer les rassemblements en faveur du droit

à l'autodétermination et les commémorations sahraouies», faisant savoir que le HCDH a reçu des allégations concernant au moins six cas d'observateurs internationaux, de chercheurs et d'avocats actifs sur la question du Sahara occidental qui se sont vu refuser l'entrée au Sahara occidental ou qui en ont été expulsés.

Le patron de l'ONU a fait remarquer aussi que «les familles de militants des droits humains et de prisonniers politiques ont également fait l'objet de représailles, d'intimidations ou de discriminations en raison de leurs opinions politiques et du soutien apporté à leurs proches».

Ces violations marocaines persistent alors que l'UA, la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples et les peuples d'Afrique soutiennent totalement le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et son représentant unique et légitime, le Front Polisario, reconnu par la communauté internationale en tant que tel.

R. I.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Vingt-quatre candidatures recevables pour la présidentielle

LA COMMISSION électorale (Céni) de la République démocratique du Congo a déclaré recevables les 24 candidatures enregistrées pour la présidentielle du 20 décembre 2023, selon une liste publiée, hier, mais qui doit encore être examinée par la Cour constitutionnelle, a-t-on précisé. La liste définitive des candidats sera publiée le 18 novembre, à la veille de l'ouverture officielle d'une campagne électorale commen-

cée de facto depuis plusieurs semaines, selon les médias du pays.

Parmi les candidatures provisoires, reçues par la Céni entre le 9 septembre et le 8 octobre derniers, figure celle du Président sortant, Félix Tshisekedi, au pouvoir depuis janvier 2019 et candidat à un nouveau mandat de cinq ans. Félix Tshisekedi, ont indiqué les médias du RDC, est le candidat qui part favori actuellement.

Face à lui, l'opposition aligne plusieurs poids-lourds : le Dr Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018, Moïse Katumbi, riche homme d'affaires et ancien gouverneur du Katanga (sud-est) et Martin Fayulu, candidat malheureux à la présidentielle de 2018. Il y a aussi le député Delly Sesanga ou encore les anciens Premiers ministres Adolphe Muzito et Augustin Matata Ponyo, ce dernier faisant l'objet de poursuites pour

détournement présumé de deniers publics. Sur les 24 candidatures enregistrées, une seule est une femme, Marie-Josée Ifoku Mputa, déjà candidate à la présidentielle de décembre 2018, pour laquelle la Céni avait enregistré 21 candidatures. La présidentielle sera couplée aux élections législatives, provinciales et communales, pour lesquelles des milliers de candidatures ont été enregistrées.

R. I.

DOMICILIATION DES MATCHS DE LA PALESTINE EN ALGÉRIE,

L'AFC Confédération et la FIFA n'ont pas donné de suite favorable

LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) a reçu une missive de son homologue Palestinienne lui indiquant que l'AFC (Confédération asiatique de football) et la FIFA n'ont pas donné une suite favorable concernant la domiciliation des matchs de sa sélection nationale en Algérie, tout en obligeant cette dernière à évoluer dans sa zone, à savoir le continent asiatique, conformément à la réglementation en vigueur. Pour rappel, la Fédération algérienne de football, en exécution des directives des hautes autorités du pays et suite à la demande formulée par le Président de la Fédération palestinienne de football, M. Jibril RAJOUB, avait décidé d'accueillir en Algérie tous les matchs officiels et non officiels rentrant dans le cadre de la préparation de la sélection palestinienne de football aux éliminatoires de la Coupe du monde 2026 et de la Coupe d'Asie des nations 2027 et de prendre en charge tous les frais liés à ces événements.

(Source Faf)

PALESTINE/SOLIDARITÉ :

Suspension de toutes les compétitions et manifestations sportives jusqu'à nouvel ordre

LE MINISTÈRE de la Jeunesse et des Sports a annoncé, mercredi, sa décision de suspendre toutes les compétitions et manifestations sportives «jusqu'à nouvel ordre» suite aux développements survenus dans les territoires palestiniens occupés. Il a été décidé de «suspendre toutes les compétitions et manifestations sportives programmées, jusqu'à nouvel ordre, et ce, suite aux développements survenus dans les territoires palestiniens occupés, en raison de l'agression sauvage de l'entité sioniste contre la bande de Ghaza», selon une correspondance du ministère adressée aux fédérations nationales et aux directions de la jeunesse et des sports. Plus tôt dans la journée de mercredi, la Fédération algérienne de football (FAF) a décidé de suspendre toutes les compétitions et les rencontres de football jusqu'à nouvel ordre, en solidarité avec le peuple palestinien victime d'agressions sionistes sauvages. La 5e journée de Ligue 1 Mobilis devait se dérouler vendredi et samedi, alors que la 4e journée de la Ligue 2 amateur a été reportée mardi.

CONDOLÉANCES

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de notre confrère, chef de la rubrique sportive du journal L'Expression,

Mohamed Benhamla,

à l'âge de 37 ans et ce, à la suite d'une longue maladie. Le défunt Benhamza, dans sa jeune carrière a exercé dans divers quotidiens d'information nationaux, notamment L'Expression, Le Courrier d'Algérie, Info Soir, et l'Authentique et le quotidien sportif Planète Sport. L'enterrement du regretté a eu lieu hier, après la prière du vendredi, au cimetière de Malaha à Bouinan (Blida). La Sportive ainsi que l'ensemble du collectif du Jeune Indépendant présente très sincères condoléances à son épouse, sa famille et ses amis. Repose en paix, cher ami. A Dieu Nous appartenons, à Dieu Nous revenons. Qu'Allah L'Accueille en Son Vaste paradis

WANTED : Youcef Atal, Karim Benzema, Ons Jabeur : leurs têtes sont mises à prix

Beaucoup de célébrités occidentales, qui ne manquaient pas de se plaindre du silence des leurs lorsque les combattants du Hamas avaient ouvert les hostilités, ont curieusement (qui a dit curieusement ?) perdu la voix depuis que leur protégée, Israël, ne fait pas de détails en massacrant des civils innocents palestiniens. Ce n'est pas de l'hypocrisie ? Les peuples arabes libres et les défenseurs des droits humains dans le monde (ils ne sont finalement pas aussi nombreux) n'oublieront pas la politique des deux poids deux mesures d'un Occident qui a perdu son humanité. Son âme

Par Azouaou Aghiles

Les sportifs et la (es) guerre(s). L'embrasement de Ghaza, la martyre, pour le dire. Massacres et destructions massifs n'épargnant rien. Le rejeton des champions de la liberté est chargé de faire le sale boulot. Sans faire de quartier. De Paris à New York, en passant par Londres, Berlin et bien d'autres grandes villes, on a choisi son camp. On applaudit pendant que tout le monde se tait, les voix dissonantes étouffées. Scrutées. Et dans le monde du sport alors que sur le terrain un drame innommable se joue en live mondial ? C'est une chasse digne des films westerns que le monde libre offre au reste du monde. Entrent en scène alors des chasseurs de primes chargés de débusquer les « brebis galeuses » qui viendraient à se l'ouvrir. N'applaudissez pas mais fermez là, sinon c'est le piège de l'opinion qui se referme sur vous. La cabale. La lessiveuse qui se met en branle. Jouer au foot ou au tennis et se la fermer. Beaucoup de stars ont compris et s'en tiennent, gentiment, bien dans leur coin, à leur seul métier de marquer des buts et de soulever les foules. Offrir (vendre) du rêve. Ghaza, la martyre, qui s'embrase. Croule sous des tonnes de bombes. N'en déplaise à l'ONU, exit les 70 résolutions décrétées pour le règlement d'un problème vieux de 75 ans. Ghaza qui n'a que sa qualité de martyre et son seul courage contre un occupant suréquipé soutenu par l'armée militaire des grandes puissances. Pendant que tout le monde ou presque détourne le regard pour ne rien voir, pendant qu'un véritable génocide est perpétré sans que les consciences des chantes de l'humanisme au nom duquel Israël, sûre de l'impunité et du silence assourdissant de la majorité des dirigeants arabes jouant des coudes dans la course (c'est du sport ?) à une normalisation rampante et à tout-va, des athlètes ont pris le



courage de briser ce silence pesant. Pour dire leur ressenti. C'est le cœur qui parle. La conscience tout court. Atal, Benzema, Ons Jabeur. Benzema, un monstre sacré du ballon rond, dernier Ballon d'Or en date, une fierté pour la France, qui est rappelé à ses origines, menacé de déchéance de nationalité et ne serait plus français. On aura tout vu et entendu. A cause de son engagement pour une cause juste. Parce que, sortir du rang, c'est « une menace pour la sécurité de la toute puissante France » (dixit son ministre de l'Intérieur). Pour avoir publié un communiqué de solidarité envers les victimes des bombardements sur Ghaza. Très grave !

GHAZA, LA FIÈRE, VAUT TOUS LES SACRIFICES

Naturellement pas du goût de la sphère politique. Les footballeurs, qui ne sauraient pas faire autre chose que de manier un cuir souvent fuyant, ont-ils le droit de s'engager aussi loin que le rectangle vert ? Youcef Atal peut-il aspirer à prendre le dur fardeau de la voix du peuple ? Des peuples, pourquoi pas ? Botter en touche aurait été plus judicieux pour lui, à part les quolibets inévitables venus des tribunes du stade de l'OGC Nice, une ville dirigée par l'extrême droite raciste décidée à lui faire payer son forfait. L'antisémitisme à double signification. Le défenseur des Verts a donc commis le crime parfait. Celui de regarder du côté du plus faible en

remettant le ballon en jeu au lieu de le sortir dans les décors. Dans le mauvais endroit. Ça ne passe pas. C'est sa tête, comme celle de son auguste compatriote par les origines, qui doit tomber au bout d'un acharnement tout sauf innocent. De la baballe à la balle jaune. Une vraie championne de tennis comme on n'a jamais fait dans le monde arabe. Ons jabeur de Tunisie qui s'est peut-être « trompée » de cause aussi. Qui n'a pas, semble-t-il, choisi la bonne. Comme Benzema et Atal. Et un autre procès d'intention. La 7e joueuse mondiale, meurtrie par les images venues de Ghaza, la martyre, a laissé parler son cœur. Sans langue de bois. Se l'ouvrir, ça se paie. Pour si peu. Un simple hashtag FreePalestine dans sa story. De gros ennuis (de lourdes sanctions en vue) pour la Tunisienne, finaliste cette année au prestigieux tournoi de Wimbledon, seule joueuse à avoir pris position dans la sale guerre que mène Israël à Ghaza, la martyre. Occupée et écrasée par près d'un siècle d'Apartheid. Trois noms face à la lourde machine des têtes pensantes de l'antisémitisme. Qui tirent sur tout ce qui bouge. Parce que ces trois athlètes n'ont pas compris qu'il fallait se la fermer si ce n'est pas pour défendre la plume mondiale nommée Israël. Il fallait trouver le bon ton et ne pas se tromper de « terroristes. » Mais à chacun, n'est-ce pas, sa conscience...

A.A

UNE LEÇON ESPAGNOLE

Un joueur israélien de Grenade mis en cause pour des tweets haineux

LE CONFLIT israélo-palestinien qui s'est embrasé samedi dernier pourrait bien avoir des conséquences pour Shon Weissman, attaquant israélien des Rojiblancos. En effet, ce dernier pourrait en tout cas être inquiété pour des réponses ou des likes sur des tweets parlant du conflit de façon assez belliqueuses et sans équivoque. Selon divers médias espagnols, un groupe de citoyens grenadins et palestiniens auraient ainsi dénoncé Weissman au parquet de la province de Grenade pour un « delito de odio », littéralement traduit par « crime de haine » et que le droit espagnol définit comme « un acte criminel commis sur la base d'un préjugé ». Le média espagnol AS publie ainsi une capture d'écran d'un tweet, depuis supprimé, de Weissman répondant à une vidéo où l'on voit deux membres du Hamas être arrêtés, dans lequel il s'interroge : « Pour-



quoi Ezael (utilisé pour Israël) ne leur tire pas dans la tête ? » L'attaquant international aurait aussi repartagé différents tweets haineux ou incitants à la haine à travers des « likes », supprimés eux aussi. Selon son agent Roy Rajber, dans des propos donnés à AS, ce serait « une personne responsable de ses réseaux sociaux qui aurait

agi de manière impulsive et erronée. Shon est avec Israël contre la barbarie et la monstruosité des actes de terreur contre des adultes et des enfants, mais il est aussi contre la violence contre des personnes innocentes et prie pour la paix. » Très convaincant comme mise au point. Pour moins que ça, Youcef Atal, le joueur algérien de Nice, fait l'objet d'un tir groupé de la part d'une grande partie de l'opinion française qui demande sa tête. Comme celle de Benzema traité de tous les maux et mots, voire la tennismen Ons Jabeur (Tunisie) prise en flagrant « délit » d'hashtag favorable aux victimes de la barbarie israélienne qui met à feu et à sang Ghaza, la martyre, qui ne peut faire mieux que compter ses milliers de morts sous un déluge de feu. On n'a rien vu. Il ne faut pas voir.

A. Azouaou et Agence

SUR LES CRIMES D'ISRAËL - DES VOIX DU SPORT À PART :

L'INTERNATIONALE DANOISE NADIA NADHIM :

« Les sionistes commettent un massacre sans nom et ceux qui se taisent sont des lâches ! »

L'attaquante de 35 ans de la sélection nationale danoise féminine de football, évoluant sous les couleurs du club américain du Racing Louisville, brise le silence coupable de la communauté internationale et s'invite dans le conflit palestino-israélien en pointant du doigt les « champions » des « causes humanitaires » curieusement très rares à se manifester pour dénoncer les crimes odieux dont se rend coupable la soldatesque de l'occupant israélien face à des populations civiles sans défense.

Par Rabah Azizi

La footballeuse d'origine afghane, « devant la folie meurtrière de Tsahal, avec un sommet dans l'horreur rarement égalé après le raid sans nom jeudi dernier sur l'hôpital Al Ahli Al Arabi qui a fait plus de 500 innocentes victimes, dont une majorité d'enfants et de femmes », s'est dite, en plus d'être « dévastée » en droit de « parler ». En disant « sa peine » avec ce qui se produit et endure un peuple sans défense ». Dans un post sur son compte personnel, Instagram, en précisant que si « elle comprend qu'il s'agit d'un sujet très sensible et que beaucoup de gens n'interviennent pas par peur de dire de mauvaises choses » mais, en rappelant que pour avoir « subi la guerre et ses affres », cela « ne m'empêche pas de dire mon indignation et que, tout sim-



plement, je n'ai pas peur d'émettre mon avis face au sort qui est fait à des milliers d'innocentes victimes. Notamment les enfants parce qu'ils n'ont pas d'autres choix (...) Je ne peux pas me taire parce que, en ce qui me concerne, la vie des Palestiniens à la même valeur que celle des Israéliens. Malheureusement, les médias ne semblent pas avoir la même vision que moi alors que cette sale guerre est sans pareille. Ce n'est pas une guerre mais une véritable boucherie d'un seul côté. A sens unique. Quand j'ai lu l'histoire, je me suis demandé comment cela pouvait se produire ? Comment les hommes et les nations pouvaient atteindre un tel

point de l'horreur ? Maintenant que j'ai vu cette injustice, j'ai compris. Et je me pose la question : où sont les auto-proclamés défenseurs des droits de l'Homme ? Où sont les hashtags ? Où sont les campagnes de dénonciation ? Où est l'humanité ? ». Un vrai cri du cœur d'une sportive qui sait de quoi elle parle. Une leçon à face de la démocratie occidentale atteinte de myopie. A tous les lâches du monde entier. Une lâcheté qui n'a pas de frontières. Ne connaît pas de limites. Comme le terrorisme d'Etat pratiqué par Israël soutenu par le monde dit « libre ».

R.A

R.Azizi

SUR LE CAS BENZEMA :

Philippe Diallo, président par intérim de la FFF,

« Je n'ai pas envie de rentrer dans cette polémique » . . .

LE CAS BENZEMA suscite donc de grosses crispations dans les médias français ainsi que dans le monde du foot. Dans cette atmosphère tendue, des soutiens apparaissent tout de même comme Jean-Lucas Mélenchon ou Jérôme Rothen sur RMC. Mais du côté de la FFF en revanche, on ne souhaite visiblement pas trop s'impliquer. Amené à s'exprimer sur le sujet, Philippe Diallo a pris soin de garder ses distances, évoquant Benzema comme « l'un des plus grands joueurs français » sans vouloir en dire beaucoup plus. « Très honnêtement, je n'ai pas envie de rentrer dans cette polémique, je n'en ai pas les éléments. Il a un palmarès immense. Il a gagné le Ballon d'Or et je m'en tiens à cela. » Concernant ses prises de position et la polémique qui a suivi, Diallo adopte le discours policé. « Ce sont des citoyens comme les autres, s'ils ont le besoin de s'exprimer sur des thématiques, c'est tout à fait naturel. Même si, sur le terrain, dans le football, notre démarche est de rassembler et de fédérer. Ce n'est que quand on quitte le terrain que chacun peut exprimer ses idées comme il l'entend. » Ancien patron du RC Toulon

. . . MOURAD BOUDJELLAL TACLE DARMANIN

Une prise de position reprise de volée de manière très claire par Mourad Boudjellal, l'ancien patron du RC Toulon un temps mêlé au rachat de l'OM. Sur RMC, ce dernier se montre offensif contre Darmanin. « Quand le ministre propose à Karim Benzema d'envoyer un tweet pour défendre ce professeur qui a été lâchement assassiné

(...) et pour soutenir les Israéliens face à l'atrocité des terroristes du Hamas, j'ai envie de lui dire : qu'il tweete lui aussi. Pourquoi n'a-t-il pas tweeté pour défendre les milliers de Palestiniens qui ont été tués dans les territoires occupés ? Il n'y a pas un crime qui en justifie un autre. Il faut arrêter cette escalade. Ce n'est pas parce qu'on est indignés (de l'explosion de l'hôpital Al-Ahli à Gaza) qu'on est pour le Hamas et contre l'État d'Israël. Il faut arrêter de faire cette espèce d'escalade, de mettre en concurrence les morts. »

SUR LE CAS ATAL :

Francesco Farioli, coach de Nice

« Youcef est un garçon que nous aimons tous, un joueur important et à qui on tient »

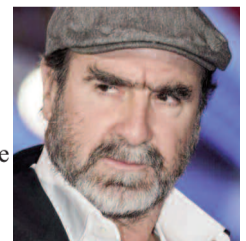
UNE DÉCISION ferme (la suspension du joueur) sur laquelle le coach de Nice, Francesco Farioli, est revenu ce jeudi en conférence de presse. En mettant avant tout en avant le drame humain vécu actuellement à Gaza. « Concernant la suspension de Youcef Atal, je pense que le communiqué du club a été très clair. Si je peux ajouter une chose, en tant qu'être humain et en tant que père de famille, c'est que ce à quoi on assiste en ce moment est une véritable catastrophe humanitaire, en dehors des drapeaux et religions. Nous, en tant que sportifs, nous bénéficions d'une tribune et nous avons le devoir d'envoyer un message de paix, un message fort pour espérer que cette catastrophe humanitaire puisse prendre fin au plus vite et que les enfants puissent retrouver leurs parents, dans cette région du monde comme partout. Qu'on retrouve un peu de calme. » Farioli qui a évoqué ensuite plus en détail le sujet Atal, rappelant son joueur à

son devoir d'exemplarité. « Youcef est un garçon que nous aimons tous, un joueur important et à qui on tient. Mais je le répète, en tant que sportifs, nous avons des droits mais aussi des devoirs. Le communiqué du club a été très clair. Il y a une suspension et une enquête en cours, tout cela va au-delà de l'aspect sportif. »

A RETENIR :

L'ancienne gloire de Manchester United fidèle à ses principes
Éric Cantona se positionne en faveur de la cause palestinienne

DIX JOURS après le début des hostilités en Israël, et alors que le bilan dépasse les 4000 morts selon les autorités respectives, Eric Cantona s'est exprimé sur la situation alarmante des habitants de la bande de Gaza. L'ancienne gloire de Manchester United a lancé un appel à la paix sur son compte Instagram. « Défendre les droits de l'homme des Palestiniens ne veut pas dire être pro-Hamas, a-t-il écrit. Dire "Free Palestine" ne signifie pas que l'on est antisémite ou que l'on veut la disparition de tous les Juifs. » Un slogan « Free Palestine » qui veut plutôt dire « libérer les Palestiniens de l'occupation israélienne qui les prive de leurs droits fondamentaux depuis 75 ans », « arrêter de mettre en cage 2,3 millions de Palestiniens, dont la moitié sont des enfants, dans la plus grande prison à ciel ouvert du monde », et enfin « mettre fin à l'apartheid imposé par le gouvernement israélien », développe-t-il.



GUELMA

31 hectares de foncier industriel non exploités récupérés

UNE SUPERFICIE de 31 hectares de foncier industriel non exploité a été récupérée dans la wilaya de Guelma. C'est ce qu'a indiqué, avant-hier, Moufidi Bekasse, directeur de l'industrie.

A ce propos, le même responsable a fait savoir que « cette désaffectation a permis la récupération d'une superficie de 31 hectares après l'annulation des arrêtés d'attribution de lots de terrain à 33 projets d'investissement n'ayant jamais vu le jour ». Soulignant, que « les lots en question avaient été attribués, au cours des dernières années, à des opérateurs qui ne les ont pas exploités ou qui ont initié des projets dont le taux d'avancement n'a pas excédé les 5 pour cent », a-t-il expliqué.

Les parcelles récupérées seront ultérieurement réaffectées à d'autres investisseurs, a fait savoir le directeur de l'industrie, soulignant qu'une procédure réglementaire a été engagée en vue de l'annulation de 18 autres arrêtés d'attribution de 22 hectares ayant bénéficié de des opérateurs qui « n'ont pas respecté leurs engagements » malgré les facilités qui leur ont été accordées.

Selon M. Bekasse, 108 investisseurs ont bénéficié, au cours des dernières années dans la wilaya de Guelma, de lots de terrain d'une surface de 5.000 m² à un hectare en vue de l'implantation de projets d'investissement dans le cadre de la loi. Au total, 97 investisseurs ont obtenu des permis de construire et entamé la concrétisation de projets industriels dont quelques-uns sont entrés en exploitation, a affirmé le directeur de l'industrie.

R.R

PERMIS DE CHASSE À EL TART

Plus de 700 chasseurs en formation

LA CONSERVATION des forêts de la wilaya d'El Tart a entrepris la formation de 720 chasseurs, en vue de l'obtention du certificat de qualification nécessaire à la délivrance d'un permis de chasse, a fait savoir, avant-hier, Abdelaziz Belahdji, responsable local du secteur.

« Les chasseurs en question ont suivi une formation sur la nature des gibiers, les méthodes de chasse, l'utilisation des armes et des munitions et les questions d'éthique liées à sa pratique, de même qu'ils ont reçu des explications relatives aux textes juridiques et législatifs régissant l'activité », a-t-il déclaré.

Une formation dans le domaine des premiers secours, encadrée par des agents de la protection civile, a également été dispensée dans le même cadre, selon le même responsable qui a ajouté que 687 permis de chasse devraient être délivrés à l'issue de cette formation.

Belahdji, a en outre précisé que 11 zones de chasse réparties sur autant de communes ont été délimitées pour une superficie totale de 250 hectares. Le conservateur des forêts a aussi souligné la nécessité pour les chasseurs de respecter les zones désignées, de se limiter au gibier autorisé et de s'en tenir aux dates d'ouverture et de fermeture de la chasse.

Il leur a également été expressément recommandé, s'agissant de la sécurité des personnes, une extrême vigilance pour éviter tout accident malencontreux, a conclu l'interlocuteur.

R.R

JIJEL

Promouvoir la culture des champignons

Dans l'optique de promouvoir la culture des champignons, des cadres des services agricoles de la wilaya de Jijel ont bénéficié d'une formation spécifique à la myciculture (culture de champignons). C'est ce qu'a indiqué, avant-hier, Ahmed Boudjeriou, spécialiste en la matière et encadreur de cette formation.



A ce titre, Ahmed Boudjeriou, spécialiste en la matière et encadreur de cette formation, a fait savoir, que cette formation à la myciculture, qui peut être source de revenus conséquents pour les familles, les champignons constituant un « complément nutritionnel sain et riche en protéines », est organisée au centre de formation des agents techniques spécialisés en forêts de Jijel.

Il a en outre précisé que les champignons, en particulier les pleurotes, outre leur saveur, sont riches en protéines, en sels minéraux et en antioxydants, nécessaires à l'organisme humain. Les cadres en formation ont été initiés aux principales techniques de la myciculture (appelée aussi

fongiculture) qui restent « très concises », les champignons étant particulièrement sensibles et nécessitent, de ce fait, un suivi régulier à tous les stades de leur croissance afin d'obtenir un bon rendement. Le même spécialiste a précisé que la culture des champignons s'effectue à travers quatre étapes : la propagation des filaments fongiques (mycelium), la pollinisation du mycélium au moyen de graines d'orge, puis le placement des graines d'orge pollinisées dans un support pour arriver, enfin, au dernier stade qui est celui de la fructification. « Chacune de ses étapes nécessite un laps de temps bien défini et des conditions spécifiques qui doivent être suivies avec précision », a-t-il dit, indiquant que les champi-

gnons ont, en plus, une importance écologique certaine, car ils maintiennent l'équilibre biologique, ainsi qu'une utilité thérapeutique avérée étant donné que certains médicaments en sont extraits, en particulier des antibiotiques.

La même source a par ailleurs souligné que la culture de champignons peut être pratiquée tout le long de l'année, à condition que le myciculteur se dote d'équipements légers à même de maintenir certaines températures et une humidité constante.

Pour ce spécialiste, la culture des champignons est peu coûteuse, car elle est réalisée en exploitant une partie des résidus naturels, tels que le foin séché et autres déchets organiques.

R.R

CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES À GHARDAIA

Plus de 1640 ha réservés à la céréaliculture

UNE SUPERFICIE globale de mille six cent quarante-sept hectares « sous pivots » a été réservée à la céréaliculture, à travers les différentes localités de la wilaya de Ghardaia, au titre de la nouvelle campagne labours-semailles de la saison agricole 2023-2024, a indiqué, avant-hier, la direction locale des services agricoles (DSA).

Une surface de 1387 ha irriguée sous pivots sera ensemencée en blé dur et 260 ha en orge au niveau des exploitations agricoles situées dans les régions de Metlili, Seb Seb, Mansoura, riche en potentialité hydrique au sud de la wilaya de Ghardaia ainsi que les régions de Berriane et Guerrara, a révélé Khaled Djebrit ingénieur en chef chargé des statistiques à la DSA.

Cette superficie emblavée en céréaliculture est relativement supérieure à celle de la saison dernière qui avait été de 1350 ha, a-t-il fait savoir.

Pour assurer un bon déroulement de cette campagne d'emblavement céréalière, les responsables de l'agriculture de la wilaya de Ghardaia œuvrent à la réussite de cette campagne en garantissant la disponibilité d'une semence sélectionnée et certifiée ainsi qu'une quantité suffisante d'intrants agricoles destinés à la fertilisation des sols en plus de la mobilisation de matériels agricoles



nécessaire, a souligné M. Djebrit. Pour garantir une meilleure saison agricole, la DSA a installé une commission chargée du suivi des différentes étapes de cette campagne et des sorties sur le terrain de vulgarisation des techniques de labours et semailles.

Pour rappel, la wilaya de Ghardaia a engrangé durant la saison écoulée

R.R

SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE

La culture algérienne en deuil

En solidarité avec la Palestine et en réponse aux récents événements tragiques qui ont endeuillés le peuple palestinien, plusieurs événements culturels, y compris le Festival du film méditerranéen d'Annaba, sont reportés. Cette décision s'inscrit dans la suspension temporaire de toutes les activités festives. Néanmoins, pour l'instant, le Salon international du livre d'Alger (Sila) maintient son programme

Le ministère de la Culture et des Arts a annoncé, dans un communiqué, le report de la 4e édition du Festival du film méditerranéen d'Annaba, initialement prévue du 3 au 9 novembre prochain. Cette décision fait suite à « l'escalade des agressions violentes et injustes contre le peuple palestinien à Ghaza et dans d'autres villes palestiniennes résistantes, ainsi qu'au massacre inhumain de centaines d'enfants, de femmes et de personnes âgées, victimes des bombardements aveugles de l'entité sioniste, y compris sur un hôpital », a précisé le ministère.

« La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a pris cette mesure pour exprimer une solidarité totale avec les compatriotes de la Palestine martyrisée et résistante. Cette action s'inscrit dans le cadre de la suspension temporaire de toutes les activités festives en cours », a fait savoir la même source.

La 4e édition du Festival du film méditerranéen d'Annaba devait présenter pas moins de 75 films représentant 18 pays méditerranéens dans les catégories de longs-métrages, courts-métrages et documentaires. Soixante de ces films, des productions récentes des années 2022 et 2023, participaient à la compétition officielle du Festival. L'Italie était l'invité d'honneur de cet événement, qui aurait réuni d'illustres personnalités du cinéma méditerranéen. De même, le Festival culturel local du théâtre professionnel de Sidi Bel Abbès, programmé du 19 au 24 octobre, a été reporté. Cet événement visait à sélectionner une performance théâtrale qui serait ensuite intégrée à la compétition officielle du 16e Festival national du théâtre profes-



sionnel, prévu en décembre et accueilli par le théâtre national Mahieddine-Bachtarzi.

« En tant que commissariat du Festival culturel local du théâtre professionnel de Sidi Bel Abbès, nous tenons à informer que, conformément aux directives des autorités supérieures et du ministère de la culture, nous avons pris la décision de suspendre temporairement les activités prévues dans le cadre du festival. Cette décision découle de notre solidarité envers les habitants de Ghaza, qui font face à des événements tragiques et en constante escalade », a souligné un communiqué des organisateurs.

Le même commissariat a affirmé que « nous condamnons sans équivoque les actes

criminels commis par les sionistes contre l'humanité. Le théâtre, en tant qu'art, porte en lui les valeurs de beauté, de créativité, et les prémices de la paix ».

De son côté, le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi a également annoncé « le report de toutes ses activités jusqu'à nouvel ordre, en solidarité avec le peuple palestinien endeuillé », a indiqué un communiqué du TNA.

Le ministère de la Culture avait déjà annoncé la suspension temporaire de toutes les activités festives sur le territoire national, jusqu'à nouvel ordre. Cela concernait des événements tels que la musique, la danse et les activités en plein

air. Le Festival culturel international de musique symphonique, initialement prévu du 19 au 26 octobre, a également été reporté en signe de solidarité avec le peuple palestinien.

Cependant, à ce jour, le Salon international du livre d'Alger (Sila), prévu du 25 octobre au 4 novembre, n'a pas encore été reporté. Cette 26e édition du Sila, un événement majeur sur la scène littéraire algérienne, qui accueillera plus de 1 283 maisons d'édition de 61 pays différents, abritera un programme spécial en solidarité avec la Palestine. Les écrivains palestiniens Ibrahim Nasrallah et Yahia Yakhlef porteront la voix de Ghaza. **Meriem Djouder**

LE SNEL AU SILA

Un programme culturel en solidarité avec la Palestine



POUR EXPRIMER sa solidarité envers le peuple palestinien, le Syndicat national des éditeurs du livre (SNEL) prévoit de lancer une série d'initiatives culturelles lors de la prochaine édition du Salon International du Livre d'Alger (SILA), qui se déroulera du 25 Octobre au 5 novembre au palais des expositions des Pins Maritimes (Safex).

L'une des principales initiatives prévues est la création de la Journée de

solidarité culturelle avec le peuple palestinien qui sera organisée dans le cadre du 26e SILA. Le syndicat prévoit également le lancement du projet de "Bibliothèque de Ghaza" avec la collecte de livres au niveau du stand du syndicat au Salon et la publication d'un ouvrage sur Ghaza avec la participation de poètes algériens.

Par ailleurs, le syndicat a condamné, "l'agression barbare, le génocide et les crimes contre l'humanité" perpétrés

par l'entité sioniste contre le peuple palestinien, dénonçant "le silence assourdissant, qui frise la connivence, de la communauté internationale" et "le soutien des pays occidentaux aux crimes de l'entité sioniste".

Le syndicat a, par ailleurs, salué le boycott par l'Union des éditeurs arabes de la Foire du livre de Francfort en Allemagne, dont la direction a cautionné les crimes de l'entité sioniste.

Meriem D.

«NOSTALGIA» PRIMÉE AU FESTIVAL INTERNATIONAL DU THÉÂTRE DE BAGHDAD

Asma Cheikh meilleure comédienne

LA PIÈCE "Nostalgia", mise en scène par Lakhdar Mansouri, et produite par la Coopérative théâtre du point d'Oran, a décroché un prix lors de la clôture de la 4e édition du Festival international du Théâtre de Baghdad, qui s'est tenue du 10 au 18 octobre en Irak.

En effet, la pièce théâtrale, qui a représenté l'Algérie dans la compétition officielle, a remporté le Prix de la meilleure comédienne, décerné à la talentueuse Assma Cheikh.

En outre, "Nostalgia", écrite par le poète et dramaturge franco-roumain Matéi Visniec et traduite par Abdelmajid Al Haouasse, d'après "L'histoire des ours pandas racontée par un saxophoniste qui a une petite-amie à Francfort", a été adaptée par Lakhdar Mansouri, elle est interprétée par le duo de comédiens Assmaa Cheikh et Fethi Mebarki. Elle interroge la mort, à travers l'histoire d'un artiste aux prises avec un quotidien morose, qui se réveille un beau matin, en compagnie d'une jeune inconnue, sans le moindre souvenir de la nuit précédente.

Dans "Nostalgia", un musicien se réveille un matin, aux côtés d'une mystérieuse inconnue incarnée par Asmaa Cheikh, sans aucun souvenir de la nuit précédente. Ce point de départ intrigant déclenche une série de rencontres nocturnes, où le musicien et la femme, à la fois réelle et éthérée, se découvrent peu à peu.

Le metteur en scène Lakhdar Mansouri joue habilement avec les perceptions du spectateur, semant le doute quant à la nature de la femme. Est-elle réelle, ou une projection de l'imagination du musicien ? La mort elle-même prend vie, personnifiée en une élégante femme changeante, ou à travers les sept nuits où le musicien attend son retour.

Il y a lieu de rappeler que "Nostalgia" a décroché un prix lors de la clôture de la 30e édition du Festival international du Théâtre expérimental du Caire, qui s'est tenue du 1er au 8 septembre 2023. Il s'agit du Prix de la meilleure comédienne attribué à Assma Cheikh. **Meriem D.**



La fonte du pergélisol fait craindre une série de catastrophes environnementales



L'accélération du réchauffement climatique produit un dégel massif du permafrost (ou pergélisol). Au risque de provoquer des accidents environnementaux, énergétiques et humanitaires de grande ampleur.

Il couvre un quart de la surface terrestre de l'hémisphère Nord. Il renferme près de la moitié du carbone sous le sol. Il menace de disparaître à la fin du XXI^e siècle sous l'effet du réchauffement climatique. Depuis plusieurs décennies, le permafrost (ou pergélisol) fond comme neige au soleil. Ce concept géologique désigne l'ensemble de la surface gelée pendant au moins deux années consécutives. En

d'autres termes, le permafrost se forme lorsque les températures se maintiennent en dessous de 0 degré durablement.

Si sa surface représente 24 % de l'hémisphère Nord, son dégel sous l'effet du réchauffement climatique constitue une menace existentielle pour l'humanité. Élévation du niveau de la mer, libération de gaz à effet de serre, de virus, ou encore destruction de zones habitées... les scientifiques relèvent une série d'effets néfastes à court terme, et explosifs dans plusieurs décennies, a rapporté Forbes mercredi 30 août 2023.

Plusieurs pays, comme la Russie, les États-Unis ou le Canada, dont le système énergétique dépend fortement du permafrost, seront fortement touchés par ce dégel. Dans certaines zones, les conséquences se révèlent déjà tangibles. En Alaska (États-Unis) où 85 %

du territoire est couvert de pergélisol, les infrastructures, les routes, ou encore les habitations subissent des dégradations, avait relaté l'AFP en 2021.

Les autorités de Yakoutsk, la plus grande ville du monde (300 000 habitants) qui repose sur du permafrost, ont détruit des logements, menacés d'effondrement. Au total, près de sept infrastructures sur dix pourraient disparaître au cours du prochain siècle. Une menace qui se traduirait par une forte augmentation des dépenses de rénovation. Les coûts pourraient grimper à 14 milliards au milieu du 21^e siècle. Quant aux dommages, ils sont estimés à plus de 18 milliards d'euros.

La Russie, la grande perdante

Autant d'éléments qui n'ont pas empêché l'administration Biden d'approuver un projet pétrolier dans le nord de l'Alaska en mars dernier. Le président

démocrate s'était pourtant engagé à poser son veto à chaque nouveau projet pétrolier ou gazier.

Un pays tient une position ambivalente vis-à-vis du réchauffement climatique : la Russie, comme l'expliquait Koriï. En mars 2021, qui rapportait les opportunités énergétiques nées de la fonte du sol sibérien glacé, dans une boucle de rétroaction ayant tout pour accélérer la venue des désastres.

Pourtant, le géant eurasiatique, dont 60 % de la surface terrestre est couverte de permafrost, est aux avant-postes.

En Alaska, une immense région grande comme 25 fois la France, la pollution industrielle est déjà visible. En mai 2022, 20 000 tonnes de diesel s'étaient déversées dans une rivière de l'Arctique, suscitant le courroux des autorités. Selon ces dernières, le dégel du permafrost pourrait coûter plus de 100 milliards d'euros.

Des scientifiques bravent le danger pour étudier l'écosystème du Groenland, en péril face au réchauffement climatique



LE CNRS lance une expédition pour explorer les fjords isolés du Groenland, encore très peu étudiés. Organisée par l'initiative française Greenlandia et dirigée par des bénévoles, elle a plus précisément pour objectif de comprendre les effets du changement climatique sur le fjord Scoresby.

Surplombé par des montagnes enneigées et des terres rouges, le voilier Kamak se fraie un passage entre les icebergs du Scoresby Fjord au Groenland, avec à son bord des scientifiques venus étudier un écosystème en péril.

La station de recherche de Summit Camp a enregistré son mois de juillet le plus chaud au sommet de la calotte glaciaire du Groenland, accentuant le sentiment d'urgence des scientifiques de cette mission en quête de connaissances sur les effets du réchauffement climatique sur ces fjords.

"Le risque, c'est la disparition d'un écosystème complet", dit Eric Marechal, l'un de ces scientifiques, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et spécialiste des microalgues présentes dans la neige et la glace, présent sur le voilier.

Scoresby Fjord, plus grand ensemble de fjords du monde
Emprisonné onze mois sur douze par la glace, le Scoresby Fjord, plus grand

ensemble de fjords du monde, conserve une large partie de ses mystères. Outre le danger de heurter des icebergs, qui représentent par endroits jusqu'à la moitié de la surface de la vallée glaciaire, la mission scientifique est aussi armée pour faire face à la présence d'ours polaires.

Le jeu en vaut la chandelle, selon eux. "Le réchauffement climatique entre ici dans une phase intense.

Il nous faut documenter cela", souligne le chef de l'expédition, Vincent Hilaire, dirigeant de l'association Greenlandia qui pilote la mission conduite en ce mois d'août. La mission s'est en particulier concentrée sur le prélèvement d'échantillons de neige et de micro-organismes marins.

Collecter "le plus d'échantillons possibles"

La chaleur du soleil de ce début août creuse des sentiers de neige fondante sur les bords des icebergs et le grondement des glaciers qui constellent le fjord remplit l'atmosphère. Certains ice-

bergs constituent des monolithes bleus ciselés plus haut que l'Arc de Triomphe de Paris, d'autres des monticules recouverts de couches de neige qui dévalent. Même la géographie des lieux est incertaine et le danger d'être écrasé entre deux blocs géants de glace est palpable. "On a le facteur météo et en même temps on a des cartes (des glaces) qui ne sont pas fiables, on a un gros décalage sur les cartes, donc là on avance à tâtons avec la ligne de sonde, de profondeur, et après c'est de la découverte et de l'adaptation", dit le capitaine du voilier, David Delamplé.

Le seul foyer de vie humaine dans un rayon de 500 kilomètres est le village d'Ittoqqortoormiit et ses 300 habitants, fragilisés par les effets du réchauffement. À la mi-septembre, l'accès au fjord se refermera.

"La prochaine génération de scientifiques va observer une fonte massive au Groenland, dit Vincent Hilaire. Nous devons leur laisser le plus d'échantillons possible."

X.com (Twitter) a une nouvelle ambition, semble-t-il. Celle de récolter le plus d'informations possibles sur ses utilisateurs !



X.com (ex-Twitter) : jusqu'où le réseau Social va-t-il aller ? Maintenant, il veut collecter vos données Biométriques !

X.com (Twitter) a une nouvelle ambition, semble-t-il. Celle de récolter le plus d'informations possibles sur ses utilisateurs !

Pas un jour ne passe presque sans que l'on n'entende parler de X.com. Le réseau social, qui pourrait bientôt concurrencer LinkedIn, a toujours de nouvelles idées devant lui. Autant dire que la plateforme est aujourd'hui, du moins semble-t-il, inarrêtable. Au point peut-être même d'aller trop loin ?

Des informations biométriques, mais pas que
Il va y avoir du changement sur X.com. Oui, encore. Mais cette fois, ce ne

devrait pas être anodin. Car comme l'a remarqué le média américain Bloomberg, X.com a amendé la politique de confidentialité, pour y ajouter de nouveaux types d'information qu'elle pourrait collecter. Le réseau pourrait ainsi à l'avenir « recueillir et utiliser vos informations personnelles (telles que vos antécédents professionnels, votre parcours scolaire, vos préférences en matière d'emploi, vos compétences et aptitudes, vos activités de recherche d'emploi et votre engagement, etc.) ».

Un type d'opération déjà intrusif, mais qui n'est pas le plus problématique. Car X.com veut aussi tout simplement les informations biométriques de ses utili-

sateurs, selon une indication présente sur la même page : « sur la base de votre consentement, nous pouvons collecter et utiliser vos informations biométriques à des fins de sûreté, de sécurité et d'identification », est-il ainsi écrit.

Changement prévu pour la fin septembre

D'après la page où est présentée cette mise à jour de la politique de confidentialité, le changement devrait devenir effectif le 29 septembre prochain. Comment X.com va s'y prendre pour pouvoir obtenir vos informations biométriques ?

Eh bien, selon des échanges entre le

réseau social et Bloomberg, cette note s'appliquerait aux utilisateurs des services premium de la plateforme, qui peuvent soumettre une pièce d'identité officielle pour assurer l'authenticité de leur identité. Les informations biométriques seraient alors extraites de ces documents.

Comme souvent, X.com justifie son action envahissante comme étant contre les comptes fakes : « Cela permettra également à X.com de lutter contre les tentatives d'usurpation d'identité et de rendre la plateforme plus sûre » a ainsi indiqué l'entreprise à Bloomberg. Les amateurs du réseau accepteront-ils cette défense ?

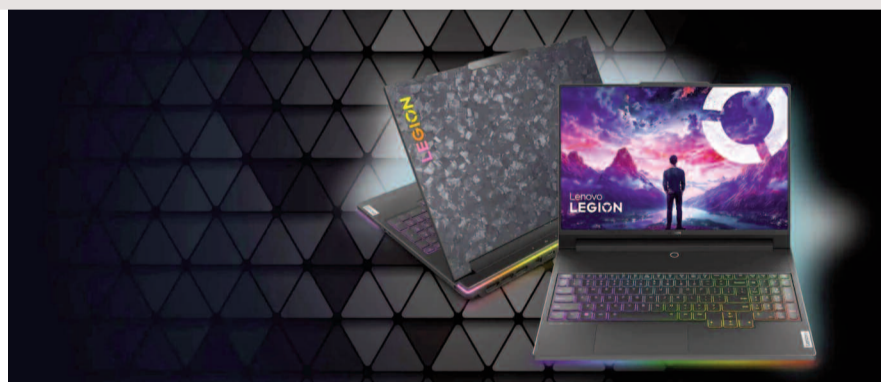
Lenovo crée l'événement, avec son premier PC Legion à refroidissement liquide !

LENOVO agrandit sa gamme d'ordinateurs portables Legion avec un nouveau modèle atypique : le Legion 9i. C'est le premier 16 pouces doté d'un système de refroidissement liquide autonome.

Élaboré en partenariat avec Cooler Master, le watercooling intégré entre en action dès que le GPU atteint 84°C.

Du refroidissement liquide dans un PC portable 16 pouces

Pour les néophytes du refroidissement PC, il y a deux stratégies principales pour maintenir les composants de nos machines grand public à des températures idoines : la première, la plus commune, est le refroidissement par air, qui associe dissipateurs, caloducs et ventilateurs (la présence de ventilateurs distingue des systèmes actifs des passifs) ; la seconde, réservée à des systèmes plus haut de gamme, et généralement aux desktop, est le watercooling, ou refroidissement liquide en bon



français. Le refroidissement liquide pour un PC portable 16 pouces a été tenté par quelques marques. Le Prometheus XVI d'Eluktronics par exemple en propose en option... au prix d'un boîtier externe qu'il faut brancher au PC.

Or, avec son Legion 9i, Lenovo a élaboré un système entièrement intégré et autonome.

Dans le cadre d'un PC portable, c'est une gageure pour deux raisons : le peu de place disponible déjà, mais aussi la robustesse du système. En effet, alors qu'un desktop n'est en général pas destiné à être un grand voyageur, un laptop est fait pour être transporté et donc souvent bringuébalé dans tous

les sens.

Un système secondaire activé à une certaine température, pour des composants très haut de gamme

Pour réussir ce défi, Lenovo s'est associé à Cooler Master. Factuellement, le Lenovo Legion i9 associe un système de refroidissement classique par air basé sur trois ventilateurs. Le refroidissement liquide cible le GPU ; il entre en action dès que celui-ci dépasse 84°C. Selon Lenovo, ce mécanisme assure une dissipation de 230 W de TDP.

Vous vous en doutez, un tel effort d'ingénierie est justifié par la présence de composants très haut de gamme. C'est

bien le cas ici, puisque ce PC portable associe un processeur Intel Core i9-13980HX (24 cœurs/32 threads) à une carte graphique laptop NVIDIA GeForce RTX 4090 ou RTX 4080, avec 64 Go de mémoire DDR5-5600 (2 x 32 Go) ou 32 Go de DDR5-6400 (2 x 16 Go). Bref, du très costaud, même si nous aurions aimé voir un Ryzen 9 7945HX3D dans un tel PC...

L'écran est à la hauteur du reste des composants. Nous retrouvons une dalle mini-LED 3,2K (3 200 x 2 000 pixels) à 165 Hz. Certifiée VESA DisplayHDR 1000 et compatible G-Sync/Freesync, elle atteint une luminosité maximale de 1 200 cd/m² ; couvre 100 % de l'Adobe RGB et 100 % du DCI-P3.

Tout ceci est très alléchant sur le papier, mais risque de faire mal à votre compte en banque. Lenovo propose deux modèles. Comptez 4 999 euros pour celui armé d'une RTX 4080, d'un SSD (et non d'un HDD) de 1 To et des 32 Go de DDR5-6400 ; 5 999 euros pour celui équipé d'une RTX 4090, d'un SSD de 2 To et de 64 Go de DDR5-5600. Autant dire que cette machine cible quelques joueurs fortunés, mais surtout les professionnels.

Google Workspace : 11 nouvelles fonctionnalités de sécurité

Technologie : Google annonce un grand nombre d'améliorations en matière de cybersécurité pour ses offres Workspace. Certaines pourraient même vous concerner, vous et votre entreprise.

Google Workspace, la suite bureautique en ligne de Google, va devenir encore plus sûr. C'est le message qui sous-tend l'annonce faite aujourd'hui par Google de l'arrivée de 11 nouvelles fonctionnalités.

Citant une augmentation des attaques de cybersécurité de 38 % d'une année sur l'autre en 2023, associée à un coût moyen par violation de données de 4,3 millions de dollars, Google a dévoilé de nouvelles améliorations en matière de sécurité informatique, certaines en avant-première, d'autres à venir plus tard dans l'année.

On ne sait pas encore quels abonnements Workspace bénéficieront de ces nouvelles fonctionnalités. Google a mentionné que certaines d'entre elles étaient destinées à ses plus gros clients, mais on ne sait pas encore si le reste de ces améliorations s'appliquera aux services destinés aux PME.

Zero Trust et DLP

L'idée derrière le principe de Zero Trust est que la sécurité s'étend au-delà de la première connexion par mot de passe. Ne jamais faire confiance. Toujours vérifier. Par exemple, si quelqu'un parvient à s'introduire dans votre réseau, il ne peut toujours pas accéder aux ressources internes du réseau.

La DLP, ou prévention des pertes de données (Data Loss Prevention), désigne les services qui empêchent le vol de données sur un réseau.

Dans ce contexte, Google introduit de nouveaux contrôles Zero Trust et de nouvelles fonctionnalités DLP pour Workspace.

Classification et étiquetage assistés par IA pour Google Drive

Comme dans Gmail, des étiquettes peuvent être appliquées aux documents dans Google Drive. Avec cette nouvelle fonctionnalité, certains libellés seront appliqués automatiquement, en fonction de conditions spécifiées par les administrateurs. L'étiquetage automatique configure les documents pour d'autres contrôles dans Workplace. Cette fonctionnalité est désormais disponible en preview.

DLP : contrôles contextuels dans Drive Prenons un exemple : des règles de gestion pour les listes de tâches peuvent être configurées pour envoyer des notifications contextuelles pour des tâches spécifiques à des endroits spécifiques. Par exemple, si vous avez une tâche à effectuer pour acheter un produit à l'épicerie, la notification se déclenche dès que vous entrez dans le magasin.

Les nouvelles commandes contextuelles de Drive fonctionnent de la même manière. Les administrateurs peuvent définir différents niveaux de sécurité en fonction du contexte. Il peut s'agir de l'emplacement de l'appareil, du type d'appareil, de l'état de sécurité, du rôle de l'utilisateur, etc. Cette fonctionnalité sera disponible en preview dans le courant de l'année.

Google Workspace



Nouveaux contrôles DLP dans Gmail

Bien que Google n'ait pas précisé la nature exacte de ces contrôles, ils sont destinés à empêcher le partage d'informations sensibles. Il s'agira peut-être de contrôles permettant de transférer des messages ou de les lire dans certains contextes. (Par exemple, certains messages ne peuvent être lus qu'au travail.) Il s'agit là d'une spéculation de ma part, étant donné que Google n'a pas donné le moindre détail sur cette fonctionnalité. Cette fonctionnalité sera disponible en preview dans le courant de l'année.

Nouveaux contrôles de la souveraineté numérique

La souveraineté numérique décrit l'idée de la localisation géographique pour la gouvernance des données. Par exemple, vos données se trouvent-elles sur des serveurs aux États-Unis ou en Europe ? Où se trouvent les clés ? Ce point est important lorsqu'il s'agit de respecter des lois sur la sécurité des données (comme le RGPD).

Google affirme qu'il va au-delà de la résidence des données avec des contrôles de souveraineté numérique. Voici les quatre fonctionnalités introduites.

Amélioration du chiffrement côté client La fonction de chiffrement côté client (CSE - Client Side Encryption) porte bien son nom. Le chiffrement est effectué sur l'appareil, en local, avant que les données ne soient envoyées au serveur. L'idée est que si les données sont chiffrées avant d'atteindre le réseau, elles sont sécurisées.

Google introduit un large éventail d'améliorations au CSE, notamment la prise en charge d'applications mobiles telles que Calendar, Gmail et Meet, la définition des valeurs par défaut du CSE en fonction des unités organisationnelles, et bien d'autres choses encore. Comme il s'agit d'une liste exhaustive d'améliorations, certaines sont disponibles dès maintenant, tandis que d'autres apparaîtront au fil du temps.

Spécifier l'emplacement des clés de chiffrement

De nouveaux partenariats avec Thales, Stormshield et FlowCrypt permettent aux clients de Workspace de choisir le pays dont les serveurs hébergent leurs clés de chiffrement (et de déchiffrement).

Choisissez le lieu de traitement de vos données

Actuellement, Google vous permet de choisir le lieu de stockage de vos données - dans l'UE ou aux États-Unis - lorsqu'elles sont stockées. Désormais, Google indique que vous pourrez également choisir le lieu de traitement de vos données (c'est-à-dire l'endroit où se trouvent les processeurs qui traitent vos données). Cette possibilité devrait être présentée en preview dans le courant de l'année.

Choisissez la région qui fournit les techniciens d'assistance de Google

Les administrateurs peuvent actuellement spécifier que l'accès à l'assistance clientèle de Google soit limité au personnel basé aux États-Unis. Dans le courant de l'année, Google présentera en avant-première une fonctionnalité permettant aux clients de limiter l'accès à l'assistance clientèle de Google aux techniciens basés dans l'Union européenne.

Prévention des cybermenaces

Google met en place une série de fonctionnalités destinées à prévenir les cybermenaces.

Vérification en deux étapes obligatoire Voici une statistique fascinante tirée du blog de Google :

La vérification en deux étapes permet de réduire de 50 % le nombre de comptes compromis.

C'est un énorme avantage pour une tactique de sécurité relativement simple. Dans cette série d'annonces, Google a déclaré que "certains comptes d'administrateurs" de revendeurs et de grandes entreprises devront ajouter la

vérification en deux étapes à leurs comptes. Cela devrait commencer dans le courant de l'année.

Approbation multipartite pour les actions d'administration sensibles Google a compris qu'il n'est probablement pas judicieux de confier à un seul administrateur système des pouvoirs divins et incontrôlés.

C'est pourquoi Google ajoutera, dans le courant de l'année, l'obligation pour un deuxième administrateur d'approuver certaines actions sensibles. Cette mesure protège non seulement contre les erreurs, mais aussi contre les actions d'un seul administrateur dont les accès auraient été compromis.

Quelques statistiques sur la sécurité de Google

Google a également fourni quelques statistiques pour présenter les avantages de ses services :

Zéro vulnérabilité exploitée connue contre plus de 40 dans une ancienne suite de productivité (The U.S. Cybersecurity and Infrastructure Security Agency, 11/2021 - 8/2023)

41 % d'incidents de sécurité en moins en moyenne par rapport aux autres solutions de messagerie (At-Bay, Ranking Email Security Solutions, 2/2023)

Jusqu'à 50 % d'économies sur les primes d'assurance en matière de cybersécurité (At-Bay, Ranking Email Security Solutions, 2/2023)

Cette dernière statistique est intéressante. Si le rapport fait état d'une économie de 50 %, il s'agit d'une économie de 50 % par rapport aux solutions alternatives les moins bien classées. Il existe donc d'autres solutions dont les estimations des coûts d'assurance sont similaires à celles de Google.

Et voilà : Onze nouvelles fonctionnalités de Google, disponibles cette année ou l'année prochaine. Elles seront disponibles pour les entreprises, et éventuellement pour les petites entreprises. Une meilleure sécurité est en vue, et elle arrivera quand elle arrivera, mais elle arrivera.

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Acr	Maghrib	Ic h a	Fadjr	Dohr	Acr	Maghrib	Ic h a	Fadjr	Dohr	Acr	Maghrib	Ic h a	Fadjr	Dohr	Acr	Maghrib	Ic h a	Fadjr	Dohr	Acr	Maghrib	Ic h a	Fadjr	Dohr	Acr	Maghrib	Ic h a	Fadjr	Dohr	Acr	Maghrib	Ic h a
	05:16	12:15	15:20	17:49	19:08	05:22	12:21	15:26	17:55	19:14	05:34	12:33	15:38	18:07	19:26	05:30	12:28	15:34	18:02	19:20	05:42	12:40	15:46	18:15	19:33	05:48	12:45	15:51	18:20	19:38	05:51	12:48	15:54	18:23	19:41

LE JEUNE

N° 7719 — SAMEDI 21 OCTOBRE 2023

INDÉPENDANT

www.jeune-independant.net

direction@jeune-independant.net



	Maximales	Minimales
Alger	24°	16°
Oran	23°	16°
Constantine	25°	10°
Ouargla	28°	18°

AU PAYS DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, «FERME TA GUEULE !»

En France, pays de la liberté d'expression, où sont nés en 1789 les Droits de l'Homme et quelques années plus tard l'abolition de l'esclavage, même si Napoléon Bonaparte avait récusé ses premiers engagements justement sous la pression des esclavagistes des «îles sous le vent», faut fermer sa gueule, s'agissant de condamner les atrocités sionistes en Palestine occupée.



Par Mahdi Boukhalfa (*=

Oui, « il faut fermer sa gueule, et ne pas se la ramener comme un mec de la banlieue quant il faut condamner les massacres » de populations entières de Palestiniens dans la bande de Ghaza. En France, par les temps actuels, il faut ne pas se prononcer dans un débat à géométrie plus variable que le plus rapide des avions de combats US envoyés à Tsalhal pour tuer des enfants, à moins de provoquer la bagarre que se livrent les partis politiques, «vent debout», au Parlement français pour montrer sournoisement, sinon hypocritement son soutien à l'une des plus exécutable agression armée contre un peuple affamé, assoiffé, terrorisé par la disproportion des armes utilisées, tué, assassiné, massacré devant les caméras des télévisions du monde entier.

En direct, des bombardements sont flashés comme des éclairs, et sous les immeubles qui tombent comme des châteaux de sable, des hommes, des femmes, des enfants, des êtres humains, des «bouts d'humanité» qui n'ont que Dieu pour seul protecteur contre une inhumanité que les politiques français veulent nous faire croire qu'il s'agit de se protéger contre le terrorisme des Palestiniens.

Ceux-là même qui ont décidé de ne plus fermer leur gueule et de prendre leurs armes pour défendre leur patrie usurpée, leur dignité bafouée, leur avenir mis sous scellés par «les bonnes consciences» européennes au sortir de la seconde grande guerre. Comme pour exorciser leur lâcheté au plus fort des offensives nazies contre l'Europe recroquevillée sur elle-même, se protégeant les yeux et la tête contre Hitler et ses chimères

Le Jeune Indépendant, notre Journal, le premier né de la presse indépendante algérienne, n'a pas, certes, la voix, ni la notoriété politique d'un New York Times, d'un The Herald Tribune ou d'un Washington Post pour être écoutés ou même lus dans

quelques sphères influentes du monde occidental. Là où les décisions pour le futur du monde telles que nous ne les connaissons jamais, sont prises. Nous ne sommes par *Le Monde*, *Le Figaro*, encore moins *The Times*, mais nous sommes ce que nous sommes : un journal libre et indépendant du quart-monde qui veut bien croire que la Liberté d'expression, telle que défendue par les partis, les politiques et les médias en France et ailleurs dans le monde est la même pour tous. Hélas, le cours des événements, parfois frisant le ridicule, dans l'Hexagone nous donne raison quand nous disions que dans le pays de la Liberté d'expression, faut fermer sa gueule.

on ne peut se tromper s'agissant de cas devenus dangereux pour la liberté d'expression, la vraie et seule véritable en France notamment, quand deux joueurs de football, dont l'un est bien Français en dépit de son ascendance algérienne, et l'autre «un simple footballeur donc un travailleur immigré algérien», qui se font lyncher par les pestilences politiciennes de milieux français rétrogrades, réactionnaires et racistes jusqu'au bout des ongles.

La polémique stérile et revancharde sur les propos de Youcef Attal quant à son ferme soutien aux Palestiniens bombardés en permanence à Ghaza aurait pu ne pas aller vers un cheminement politique tout à fait raciste et éminemment contraire à la Liberté d'expression, porte-étendard de la Démocratie. Celle-là même que défend la France, et qui aurait dû s'arrêter à quelques soudaines et viles montées au front pour guerroyer sur les champs minés de l'agression sioniste contre le peuple de Palestine occupée de quelques partis d'extrême droite et ses affidés dont des électrons libres du PR sur les travées du Parlement ; et mettre aux prises les nouveaux Montagnards aux Girondins contre le droit des minorités en France à s'exprimer librement sur les sujets politiques qui leur tiennent à coeur.

Des «Marie Antoinette en veux-tu en voilà» sont montrées du doigt et vouées à l'échafaud. Youcef Attal en fait partie,

victime autant de sa naïveté politique que des redresseurs de torts français qui voudraient que tout le monde verse des larmes de crocodile sur les pertes humaines de la partie sioniste. N'a-t-on pas vu la France entière se lever pour défendre une curieuse Liberté d'expression quand un hebdomadaire de l'hexagone a insulté l'islam, une des religions révélées, en caricaturant le Prophète des Musulmans, et susciter dans le monde des protestations et hauts-le-cœur de milliards de musulmans ?

Jusqu'aux autodafés de ces derniers mois du Coran en Suède, qui n'ont pas provoqué outre mesure des réactions de condamnation des belles consciences françaises et en Europe, plus que jamais conservatrice et où le sentiment nationaliste a pris des proportions dangereuses pour une démocratie à 27 aux voix discordantes. Et donc, dans cette France puritaine, qui a quelques aspects rébarbatifs de celle qui a précédé l'arrivée des Robespierre et Danton face à Condorcet et les Girondins à l'Assemblée Nationale française, on fait des procès terribles, psychologiquement désastreux, contre tous ceux qui osent défendre et soutenir la cause palestinienne. Pour peu et on érigea des échafauds en plein Paris pour pendre haut et court sur des potences de l'intolérance ceux qui disent qu'il faut que les Palestiniens aient eux aussi leur propre Etat, qui militent contre la partition de la Palestine et défendent son droit à un Etat libre et indépendant. Qui dénoncent la barbarie du régime sioniste. Et, aujourd'hui, ceux, comme Benzema ou Attal, qui estiment que les bombardements sauvages contre des populations civiles doivent cesser immédiatement et condamnés par la communauté internationale.

Ces deux joueurs, qui jouent bien des deux pieds sur un rectangle vert, ne savent pas évoluer sur un champ politique miné autant par la droite que par les voix discordantes d'une France soumise, pieds et poings liés, aux voix de l'intolérance et la négation de la Liberté d'expression. Le régime sioniste en Israël est puissant, et a mis en esclavage

les belles consciences en France, aux Etats-Unis comme en Europe qui veulent nous faire croire en les vertus de la Liberté de conscience et d'expression. Et que dit la déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU, au sortir de la seconde guerre mondiale ? Que «chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés sans distinction aucune. Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude. Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants». En France, malheureusement, la nouvelle classe politique, furieusement à droite et même ces derniers temps à droite toute - avec un macronisme déboussolé où les policiers peuvent tirer et descendre, comme dans les films western des adolescents-, perd pied face à une réalité sociologique née dans les banlieues surpeuplées et marginalisées, qui n'ont pas un accès équitable à l'école, à l'éducation publique, à l'emploi, à la dignité humaine, et face à un avenir incertain...sauf à aller grossir les rangs des taulards. Non, notre Le Jeune Indépendant n'est pas le Wall Street Journal ni même The Guardian pour être entendu là où il faut.

Pour porter la petite voix des gens qui regardent les Palestiniens se faire massacrer, devant le silence médiatique de ceux qui défendent la Liberté d'expression. Mais, on fait quand même notre Job, notre part de boulot, et on dénonce, à notre manière, l'iniquité, l'intolérance et la Hogra des grands lobbies médiatiques en France, dans le monde. Alors, que fleurissent les Attal et autres KB9 sur le front médiatique et dans le cyberspace. Pour que le combat du bien contre le mal entre de plein pied dans les réseaux sociaux, et Victor Hugo pourrait nous revenir pour désigner nommément les nouveaux Saint-Arnaud, ce génocidaire français dans l'Algérie envahie par les colonisateurs français, en Palestine occupée et ailleurs, de «Chacals».

(*= Journaliste et auteur